



**Au Conseil communal de Prilly**

**Rapport sur les comptes de l'exercice 2024**

**Préavis municipal No 10-2025**

Composition de la commission des finances (COFIN) :

|                             |            |
|-----------------------------|------------|
| Fabien DEILLON              | UDC        |
| Nolwen FAVÉ, rapportrice    | Les Vertes |
| Cédric MONNEY               | PLR        |
| Olivier PILET               | PSIG       |
| Christophe PORTÉ            | Les Vertes |
| Philippe SCHROFF, président | PLR        |
| Ariane ZWAHLEN              | PSIG       |

## Table des matières

|                                                                                    |           |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>TABLE DES MATIERES .....</b>                                                    | <b>2</b>  |
| <b>1. PRÉAMBULE .....</b>                                                          | <b>3</b>  |
| <b>2. ORGANISATION DE LA COMMISSION DES FINANCES .....</b>                         | <b>3</b>  |
| <b>3. SYNTHÈSE .....</b>                                                           | <b>4</b>  |
| 3.1. GÉNÉRALITÉS ET SITUATION ÉCONOMIQUE FÉDÉRALE ET CANTONALE EN 2024 .....       | 4         |
| 3.2. RÉSULTATS DE L'EXERCICE .....                                                 | 5         |
| 3.3. PERSPECTIVES .....                                                            | 6         |
| 3.4. AUDIT ORGANISATIONNEL ET FINANCIER DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE .....        | 7         |
| <b>4. SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE .....</b>                                 | <b>8</b>  |
| 4.1. RÉSULTAT DE L'EXERCICE .....                                                  | 8         |
| 4.2. EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX ÉCARTS PAR NATURE PAR RAPPORT AU BUDGET .....     | 9         |
| 4.3. LA MARGE D'AUTOFINANCEMENT .....                                              | 10        |
| 4.4. ANALYSE DÉTAILLÉE DE QUELQUES ÉCARTS PAR NATURE .....                         | 10        |
| 4.5. REVENUS .....                                                                 | 12        |
| 4.5.1. RECETTES SUR LES PERSONNES PHYSIQUES .....                                  | 12        |
| 4.5.2. RECETTES SUR LES PERSONNES MORALES .....                                    | 13        |
| 4.5.3. AUTRES RECETTES .....                                                       | 13        |
| 4.6. BILAN .....                                                                   | 14        |
| <b>5. DETTE .....</b>                                                              | <b>14</b> |
| 5.1. PLAFOND D'ENDETTEMENT .....                                                   | 14        |
| 5.2. TABLEAU DES INVESTISSEMENTS ET AMORTISSEMENTS .....                           | 15        |
| 5.3. CAUTIONNEMENT ET QUOTE PART .....                                             | 16        |
| 5.4. COMPTES DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX DE LAUSANNE (STEP DE VIDY) .....   | 16        |
| 5.5. COMPTES DE L'ENTENTE INTERCOMMUNALE SDIS MALLEY PRILLY-RENENS .....           | 17        |
| <b>6. ANALYSES DÉTAILLÉES DE LA COFIN .....</b>                                    | <b>17</b> |
| 6.1. ÉTUDE DES HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES .....                              | 17        |
| 6.2. ÉTUDE FINANCIÈRE DU PRÉAVIS 13-2017 « PASSAGE INFÉRIEUR DES COULISSES » ..... | 18        |
| <b>7. QUESTIONS DE LA COFIN POSÉES À LA COGEST .....</b>                           | <b>19</b> |
| <b>8. QUESTIONS DE LA COGEST POSÉES À LA COFIN .....</b>                           | <b>19</b> |
| <b>9. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES .....</b>                                      | <b>20</b> |
| <b>10. RECOMMANDATIONS .....</b>                                                   | <b>20</b> |
| <b>11. CONCLUSION .....</b>                                                        | <b>21</b> |
| <b>12. ANNEXE : QUESTIONS À LA MUNICIPALITÉ .....</b>                              | <b>22</b> |

## 1. Préambule

La COFIN tient à exprimer ses remerciements envers la Municipalité et toutes les personnes impliquées pour leur coopération et leur disponibilité lors de l'examen des comptes. Grâce à l'accès à de nombreux documents et tableaux complémentaires, ainsi qu'aux informations fournies dans le préavis, la COFIN a pu aborder de manière approfondie l'analyse des comptes 2024. La réactivité de notre boursier et la transparence de notre Municipal des finances, qui ont fourni les informations requises, sont appréciées.

Lors de la 1<sup>ère</sup> séance avec la Municipalité, le boursier nous a évoqué la situation compliquée du service des Finances qui a dû boucler les comptes tout en révisant le budget 2025 en début d'année et qui est confronté actuellement à plusieurs projets, dont le passage à MCH2 pour l'ASIGOS en 2026 et pour la Commune en 2027.

## 2. Organisation de la Commission des finances



La commission des finances s'est réunie à 9 reprises entre le 16 avril et le 11 juin 2025 pour un total de 180 heures, afin d'examiner les comptes 2024 de notre ville. La 2<sup>e</sup> séance a eu lieu en présence de Monsieur le Municipal des finances Maurizio Mattia ainsi que le boursier de la commune, Monsieur Jean-Marc Etter, le 23 avril 2025 après leur avoir déjà transmis quelques questions générales. Ceux-ci ont pu exposer la situation d'un point de vue politique et financier et la COFIN a obtenu des réponses à ses 1<sup>ères</sup> interrogations.

Sur les séances suivantes, le travail de la Commission a consisté en :

- a) L'étude détaillée du préavis N° 10-2025 et la prise de connaissance du rapport de gestion 2024.
- b) La vérification des comptes et la comparaison avec certains préavis spécifiés dans ceux-ci.
- c) L'étude approfondie de certains comptes, toutes sections confondues.
- d) L'étude des réponses de la Municipalité à nos questions.
- e) L'étude du préavis 13-2017 crédit d'investissement 15'210'000.- Passage inférieur des coulisses
- f) L'étude des comptes de la STEP
- g) L'étude des comptes du SDIS
- h) Un tour de table final
- i) Le vote final

Après avoir posé une série de questions par messagerie électronique aux membres de la Municipalité, la COFIN a rencontré, en date du 22 mai dernier Monsieur Maurizio Mattia, Municipal en charge des Finances. Celui-ci était accompagné de Monsieur Jean-Marc Etter, boursier communal. L'ensemble des questions des commissaires et les réponses figurent en annexe. Pour le rapport au Conseil communal, nous nous contentons de reprendre les points importants.

Malgré la difficulté de conjuguer les agendas de chacune et chacun, les commissaires ont démontré une grande flexibilité, ce qui a permis à la commission d'étudier le préavis et de réaliser les vérifications nécessaires de leur mandat. Nous tenons à remercier les commissaires pour leur engagement très collaboratif et spontané.

### 3. Synthèse

#### 3.1. Généralités et situation économique fédérale et cantonale en 2024

Avant d'aborder les états financiers de la commune de Prilly, une introduction synthétique sur la situation et le contexte économique est nécessaire.

##### **Contexte Économique National** (source administration fédérale des finances)

En 2024, l'économie suisse a enregistré une croissance réelle de 0,9 %, en légère baisse par rapport aux 1,2 % de l'année précédente. Ce ralentissement s'explique principalement par une demande extérieure affaiblie, notamment en provenance de partenaires économiques clés, affectant les exportations suisses.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une progression modérée en 2024. En décembre 2024, l'IPC s'établissait à 106,9 points (base décembre 2020 = 100), contre 106,3 points en décembre 2023, soit une augmentation de 0,6 point sur l'année. Cette évolution reflète une stabilisation des prix, notamment grâce à la baisse des prix des produits pétroliers et à l'appréciation du franc suisse.

La consommation privée a soutenu la croissance, bénéficiant du recul de l'inflation et de la hausse démographique. Cependant, les investissements en biens d'équipement sont restés modérés en raison d'un faible volume de commandes dans le secteur industriel et d'une sous-utilisation des capacités de production. Le secteur de la construction a connu une certaine reprise après une période atone.

Le taux de chômage a augmenté, atteignant 2,4 % en 2024 contre 2,0 % en 2023, reflétant une détérioration du marché du travail dans tous les secteurs.

Dans ce contexte, il est essentiel que les autorités suisses poursuivent une politique économique proactive, en mettant l'accent sur la transition énergétique, la formation professionnelle et l'innovation, afin de maintenir la compétitivité de l'économie suisse dans un environnement international incertain.

##### **Contexte Économique Cantonal (Vaud)** (source Etat de Vaud PIB)

Au niveau du canton de Vaud, selon les dernières estimations d'avril 2025, le produit intérieur brut (PIB) vaudois s'est élevé à 70,8 milliards de francs en 2024, représentant ainsi 9 % du PIB national.

Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et des incertitudes économiques, l'économie vaudoise a fait preuve de résilience. Après une croissance de 1,3 % en 2023, le PIB du canton a progressé de 1,2 % en 2024, un rythme légèrement inférieur à la moyenne des dix dernières années (1,9 %).

Cette performance modérée s'explique par une demande intérieure robuste, soutenue par une population en croissance et un taux de chômage relativement bas, malgré une légère hausse à 4,5 % en mars 2025. Cependant, les exportations ont été freinées par un franc fort et des tensions commerciales internationales, notamment l'annonce de nouveaux droits de douane par les États-Unis.

Les perspectives pour 2025 sont plus optimistes, avec une croissance attendue de 1,8 %, portée par une amélioration anticipée de la conjoncture mondiale, une baisse des taux d'intérêt et une inflation maîtrisée. Néanmoins, les risques demeurent, notamment en raison des incertitudes géopolitiques et des fluctuations des marchés internationaux.

Au niveau sectoriel, la chimie-pharma et les services aux entreprises devraient connaître une croissance soutenue, tandis que l'industrie des machines et l'horlogerie pourraient continuer à faire face à des défis. La construction, quant à elle, bénéficie d'une demande stable, bien que la visibilité à moyen terme reste limitée.

En somme, l'économie vaudoise continue de démontrer sa robustesse face aux défis mondiaux, tout en restant attentive aux évolutions internationales qui pourraient influencer sa trajectoire future.

### **Contexte prilléran**

Dans un contexte économique toujours incertain, la commune de Prilly poursuit avec détermination une gestion financière aussi saine que possible, dans un environnement marqué par des imprévus importants liés notamment à la péréquation, aux revenus fiscaux, à la facture sociale et aux transports publics. La rigueur budgétaire reste une priorité, étant entendu que pour une majorité, le but est qu'elle ne doit pas se faire au détriment de la qualité des prestations offertes à la population.

Les défis sont nombreux : évolution démographique, pression sur les infrastructures, transition énergétique, adaptation des services aux besoins croissants. La Municipalité doit concilier ces exigences avec une utilisation optimale des ressources publiques.

Prilly doit continuer à s'inscrire dans une trajectoire de développement durable et équilibrée, en investissant dans les projets structurants de demain, tout en gardant une attention constante à l'efficacité, à l'équité et à la proximité avec les habitantes et habitants. C'est un défi de taille, qui exige une gouvernance solide et résolument collégiale.

### **Éclairage démographique et enjeux d'urbanisation**

En 1970, la ville de Prilly comptait 13'297 habitants. Depuis, la population a connu une forte décline durant les années 1980 et 1990, avant de remonter progressivement au cours des deux dernières décennies pour atteindre 12'899 habitants en 2024. Cette évolution non linéaire témoigne des transformations urbaines, sociales et économiques qui ont marqué notre commune.

Si les chiffres actuels se rapprochent de ceux des années 1970, les conditions de vie, les attentes de la population et les exigences en matière de services publics ont profondément changé. Le confort individuel a augmenté – logements plus spacieux, normes énergétiques plus strictes, développement important des équipements publics, accueil de la petite enfance et services sociaux – ce qui entraîne des coûts bien supérieurs pour la collectivité, même à population équivalente.

Cela pose aujourd'hui des questions fondamentales sur la densification maîtrisée, la soutenabilité des infrastructures et la capacité de la commune à offrir des prestations de qualité répondant aux attentes de la population, dans un cadre budgétaire contraint. Mieux comprendre cette trajectoire permet d'alimenter une réflexion lucide sur le développement futur de Prilly.

## **3.2. Résultats de l'exercice**

En 2024, les finances de la commune de Prilly ont montré des résultats stables avec un excédent de produits et une réduction de l'endettement net (hors Asigos). L'augmentation des recettes fiscales, soutenue par la croissance des impôts, notamment les droits de mutation et les impôts sur les successions et donations, a été significative (+2 millions CHF de revenus). Une participation

moins coûteuse aux transports publics ainsi qu'un retour péréquatif à l'avantage de Prilly ont aussi joué un rôle clé dans ce résultat, qui se résume ainsi :

**Les comptes**, pour la troisième année consécutive, affichent un **excédent** qui se monte à **297'550.- CHF**, alors que le budget prévoyait un déficit de **CHF 6'304'156.- CHF**. Cette différence souligne un écart important entre les prévisions budgétaires et les résultats réels, mettant en évidence la difficulté à établir une juste planification financière.

**La marge d'autofinancement** de la commune est de **6,386 millions CHF**, ajustée à **4,706 millions CHF** après exclusion des éléments non récurrents. Cette marge durable est légèrement en hausse par rapport à 2023 et reste au-dessus de **4 millions CHF** depuis 2019, principalement grâce à des revenus exceptionnels.

**Les charges ont été inférieures de 4.205 millions CHF** par rapport au budget, principalement en raison d'estimations trop élevées, mais également compensées par des recettes non réalisées (charges et revenus surestimés de 1,872 millions CHF pour les taxes d'équipement communautaires). Des écarts positifs par rapport au budget ont été observés sur tous les groupes de comptes de charges, notamment un écart favorable de 34 % pour l'entretien des immeubles et routes (comptes 314) et de 20 % pour les Intérêts passifs, grâce à une réduction de l'emprunt (-2 millions) et à des renouvellements à taux plus bas.

En 2024, **les recettes ont été supérieures de 2.396 millions CHF** par rapport au budget, principalement avec **les recettes fiscales qui sont 6% plus élevées que le budget** et qui ont augmenté de 4 % par rapport aux comptes 2023.

Les éléments extraordinaires de 2024 comprennent des successions en déshérence pour CHF 389'500.- ainsi que la modification du mode de comptabilisation des heures supplémentaires et de jours de vacances au 31 décembre pour CHF 511'250.-.

**Le total du bilan augmente de 1.5 million par rapport à 2023 pour atteindre les 113 millions CHF**, avec une augmentation des placements du patrimoine financier avec l'acquisition de l'immeuble aux Passiaux 39 pour 4,95 millions CHF. Cette augmentation est compensée par une baisse de 4.2 millions CHF des actifs transitoires. Finalement, avec une baisse des emprunts de 2 millions CHF, le total du bilan a augmenté de 1,557 millions CHF par rapport à 2023.

**Le total net des investissements** (dépenses moins recettes) est en hausse par rapport à 2023 pour un résultat d'investissement de 1.100 million CHF contre 0.338 million CHF.

### 3.3. Perspectives

Après une année 2024 marquée par une croissance modérée tant au niveau national que cantonal, les prévisions pour 2025 annoncent une reprise progressive. Selon Économie suisse, la croissance du PIB suisse pourrait atteindre 1,4 %, portée par une demande intérieure soutenue et une amélioration attendue de la conjoncture mondiale. Le taux de chômage est estimé à 2,5 %, tandis que l'inflation devrait rester modérée, contribuant à un environnement économique plus stable.

À l'échelle vaudoise, la Commission Conjoncture prévoit une progression du PIB à 2,0 % en 2025, après un ralentissement à 1,4 % en 2024. Cette dynamique reste toutefois fragile, avec des tensions persistantes dans certains secteurs tels que l'industrie, le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration.

Pour Prilly, ces perspectives imposent la poursuite d'une gestion budgétaire rigoureuse et une vision claire des priorités d'investissement, notamment dans les domaines scolaires, sociaux et en matière de mobilité. L'incertitude liée à la récupération potentielle de près de 6 millions de francs issus des recours sur les Taxes d'Équipement Communautaire (TEC) appelle à une grande prudence dans la planification des nouveaux engagements.

La mise en œuvre des recommandations issues de l'audit organisationnel et financier réalisé en 2024 représente un enjeu central pour renforcer l'efficacité de l'action publique communale. Ce rapport met en évidence la nécessité d'améliorer la planification stratégique et financière, de clarifier les rôles et responsabilités entre élus et administration, de renforcer les outils de pilotage RH et budgétaire, ainsi que de mieux prioriser les projets en fonction des ressources disponibles.

La COFIN attend de la Municipalité qu'elle assume pleinement ces recommandations et qu'elle les traduise en mesures concrètes, dans un esprit de gouvernance partagée et cohérente. Leur application nécessite une volonté politique claire et un climat de collaboration au sein de l'exécutif. Car si la Municipalité est l'organe dirigeant de la commune, son efficacité repose d'abord sur sa capacité à fonctionner de manière unie. En cas de dysfonctionnement, c'est la collectivité toute entière qui en subit les conséquences – tant en matière d'efficacité administrative que de crédibilité politique.

La COFIN remercie l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs pour leur engagement, et réaffirme que la réussite de la commune repose autant sur la solidité des processus que sur la qualité du dialogue et de la coordination au sein des instances dirigeantes.

### **3.4. Audit organisationnel et financier de l'administration communale**

Les constats principaux de l'audit montrent des sujets d'amélioration dans la gestion, Les principales recommandations sont les suivantes :

1. Clarifier les rôles au sein de la Municipalité et entre exécutif et administration.
2. Renforcer la planification financière pluriannuelle, avec des arbitrages explicites sur les investissements prioritaires.
3. Structurer davantage la gouvernance des projets, avec un suivi formalisé et des comités de pilotage identifiés.
4. Revoir l'organisation RH, en créant un service transversal doté d'outils adaptés (SIRH, fiches de poste, gestion des compétences).
5. Renforcer la fonction de contrôle de gestion pour mieux suivre les coûts et les engagements budgétaires.
6. Développer une culture de pilotage partagée, avec des indicateurs de performance, une responsabilisation accrue des services, et un meilleur suivi des objectifs politiques.

La COFIN fait les constats suivant concernant la gestion financière évoquée dans ce rapport :

1. Planification budgétaire trop réactive :
  - Le budget est conçu annuellement sans lien systématique avec des objectifs stratégiques pluriannuels.
  - Absence de priorisation formelle des projets selon la capacité financière réelle de la commune.

2. Manque d'outils de pilotage financier opérationnel :
  - Faible visibilité sur l'évolution des charges de fonctionnement à moyen terme.
  - Suivi insuffisant des coûts par service ou projet.
  - Difficulté à anticiper les impacts budgétaires des politiques publiques décidées.
3. Rôle du contrôle de gestion à renforcer également pour le volet financier :
  - Pas de cellule de contrôle de gestion indépendante structurée au sein de l'administration.
  - Les tableaux de bord sont limités, peu partagés, et non intégrés dans les processus décisionnels.

Dans ce contexte, elle encourage vivement la municipalité à suivre les recommandations suggérées par le rapport, en particulier :

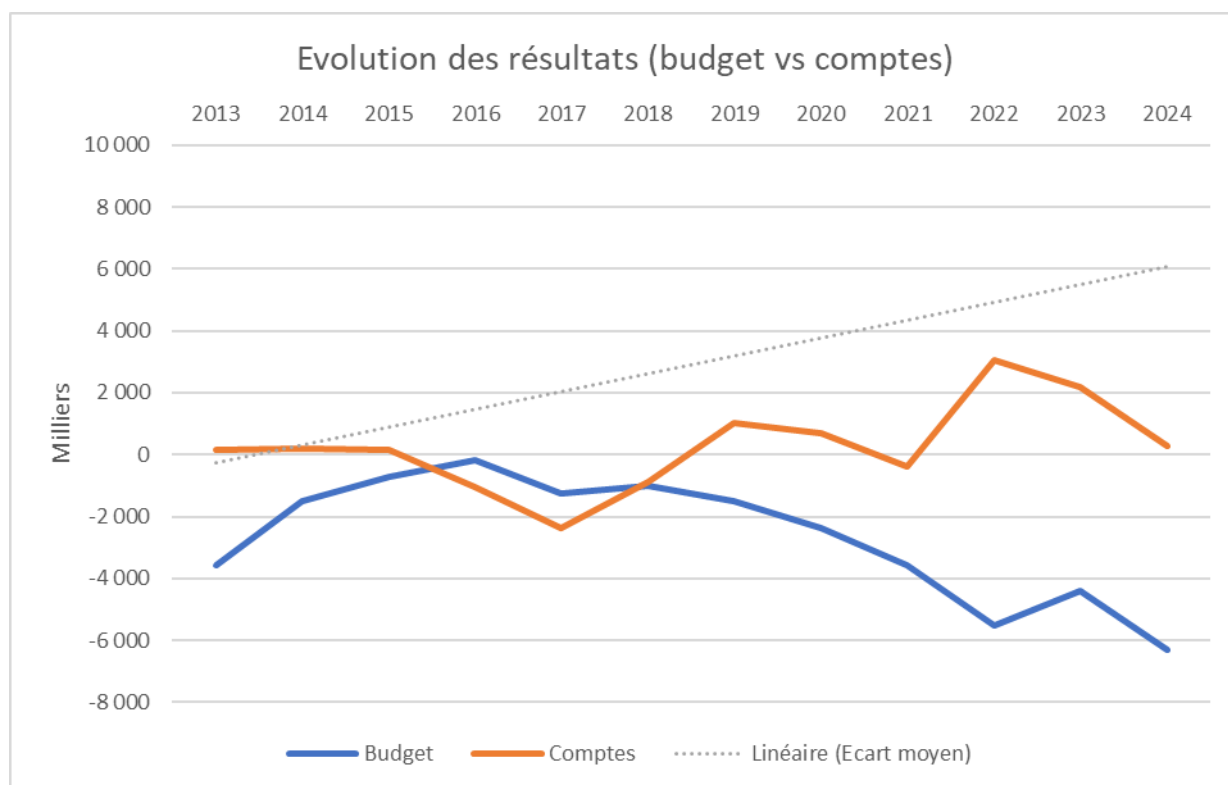
1. Mettre en place une planification financière pluriannuelle réaliste inspirée du programme de législature et articulée autour de projections d'évolution des charges fixes, des investissements prévus et de la capacité d'autofinancement. L'objectif est d'anticiper les besoins de financement et piloter les engagements sur 3 à 5 ans
2. Renforcer le contrôle de gestion financière au sein de l'administration communale selon recommandation FIN MA2.1.
3. Formaliser des outils d'aide à la décision financière :
  - Tableaux de bord périodiques (charges fixes vs variables, comparaison budgétaire, prévisions de clôture).
  - Analyse de la soutenabilité des investissements avant leur lancement.
  - Arbitrages réguliers entre projets selon leur valeur ajoutée et leur faisabilité financière.
4. Mieux intégrer les dimensions RH et financières, notamment via une gestion prévisionnelle des effectifs et de **leurs coûts**, intégrée à la planification budgétaire.

#### 4. Situation financière de la Commune

Les explications données dans les pages 5 à 16 du préavis sont déjà très complètes et donnent une vision claire de la situation et des enjeux pour cet exercice comptable 2024. La commission des finances amène quelques analyses supplémentaires :

##### 4.1. Résultat de l'exercice

Pour la troisième année consécutive, les comptes se clôturent avec un excédent de produits de 297'550.- CHF, alors que le budget prévoyait un déficit de CHF 6'304'156.- CHF. Bien que nous sommes très satisfaits de voir un résultat d'exercice positif, nous regrettons que les budgets ne puissent pas être plus en phase avec la réalité. En effet, depuis 2019, nous constatons un écart important entre le résultat budgété et le résultat effectif.



Après avoir corrigé l'élément exceptionnel lié aux taxes d'équipements communautaires (TEC) que l'on retrouve dans les revenus et les charges, l'amélioration de ce résultat de 6.6 millions CHF s'explique par les éléments suivants :

- Des revenus supérieurs aux prévisions budgétaires pour un total de 4,27 millions CHF, comprenant notamment 2.07 millions CHF d'impôts supplémentaires, des taxes de raccordement pour 0.83 millions CHF et une contribution cantonale de 0,852 million CHF, principalement liée au retour péréquatif.
- Des charges globalement inférieures de 2.333 millions CHF, comprenant principalement une diminution de la participation aux transports publics de 1.197 millions CHF et moins de dépenses dans l'entretien des immeubles et des routes de l'ordre de 0.689 million CHF.

#### 4.2. Explications des principaux écarts par nature par rapport au budget

Sur les comptes par nature condensés, nous constatons que les écarts positifs par rapport au budget se retrouvent sur tous les comptes de charges en dehors des amortissements. En particulier, nous soulignons un écart favorable de 34 % pour l'entretien des immeubles et routes (comptes 314) et de 20 % pour les Intérêts passifs, grâce à une réduction de l'emprunt (-2 millions) et à des renouvellements à taux plus bas.

En ce qui concerne les revenus, les recettes fiscales sont 6% plus élevées que le budget, ce qui représente des recettes supplémentaires générées principalement par les droits de mutation (+ 1.1 million) et les impôts sur les successions et donations (+ 1.0 million). Ces éléments expliquent ce résultat largement supérieur à celui qui était budgété.

Même si certains de ces éléments ne sont pas forcément tous prévisibles, la COFIN invite la Municipalité à mettre en place une planification financière qui lui permettra de déposer des budgets plus proches de la réalité.

### 4.3. La marge d'autofinancement

La marge d'autofinancement se chiffre à 6,386 millions CHF. Après retranchement des éléments non récurrents de 1,68 millions CHF, provenant notamment de successions en déshérence, de la suppression de la comptabilisation des heures supplémentaires et de la facturation de la TEC, la marge d'autofinancement durable s'établit à 4,7 millions CHF. Elle augmente de 0.6 million par rapport à 2023 et dépasse les 4 millions CHF depuis les comptes de 2019.

Les ratios relatifs à l'autofinancement de la commune ont significativement progressé ces trois dernières années et positionne Prilly dans une configuration positive. La COFIN est toutefois consciente que cette marge d'autofinancement se compose chaque année d'une part de résultats exceptionnels dus à des revenus non récurrents (TEC et vente des bâtiments scolaires à l'ASIGOS).

| Chiffres annuels           |      |      |      |      |      |      |       |       |      |       |       |       |
|----------------------------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|------|-------|-------|-------|
| Ratios (en %) *            | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019  | 2020  | 2021 | 2022  | 2023  | 2024  |
| Degré d'autofinancement    | 95,3 | 37,7 | 41,7 | 29,5 | -1,5 | 20,5 | 249,2 | 206,8 | 69,6 | 325,6 | 149,9 | 118,5 |
| Capacité d'autofinancement | 7,2  | 9,3  | 11,2 | 5,8  | -0,3 | 4,2  | 7,0   | 8,6   | 5,2  | 25,5  | 9,5   | 8,4   |

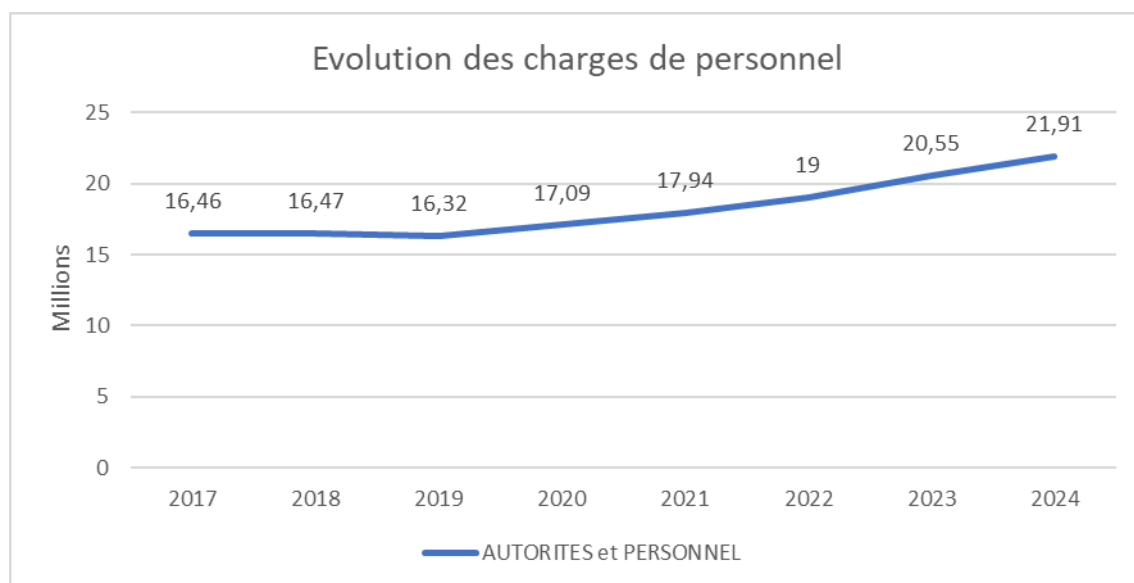
| Moyenne mobile (5 ans)     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |       |       |       |
|----------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|
| Ratios (en %) *            | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022  | 2023  | 2024  |
| Degré d'autofinancement    | 60,4 | 48,2 | 39,6 | 36,7 | 34,3 | 27,6 | 32,3 | 40,4 | 48,7 | 128,8 | 201,7 | 174,1 |
| Capacité d'autofinancement | 8,5  | 7,9  | 7,6  | 6,9  | 6,6  | 6,0  | 5,6  | 5,1  | 5,0  | 10,9  | 11,8  | 11,4  |

\* les ratios 2013-2023 proviennent des statistiques cantonales, 2024 est calculé selon le présent préavis

$$\text{Degré d'autofinancement} = \frac{\text{Marge d'autofinancement}}{\text{Investissements nets}} \quad \text{Capacité d'autofinancement} = \frac{\text{Marge d'autofinancement}}{\text{Revenus courants}}$$

### 4.4. Analyse détaillée de quelques écarts par nature

Les chiffres clés, analyses des écarts au budget et évaluation de la situation financière, figurent dans la partie de présentation des comptes par la Municipalité. La COFIN traitera de quelques aspects qu'elle a analysés.



Les **charges de personnel se montent à 21.913 millions CHF en 2024**, soit 181'000.- de moins que le budget.

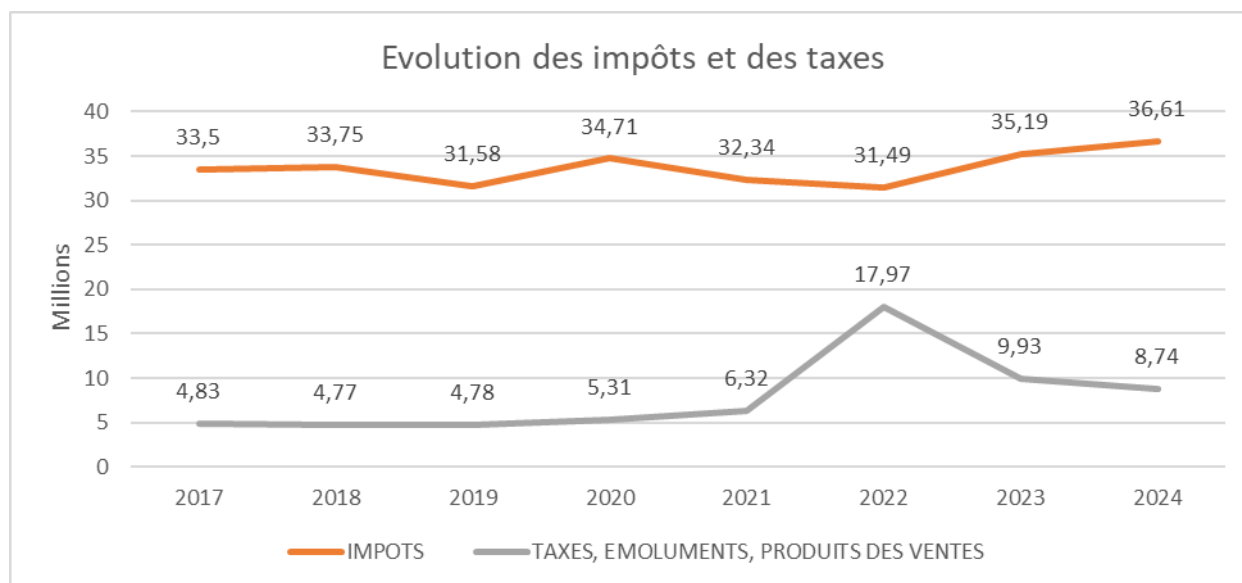
Nous constatons une augmentation de 33% des charges autorités et personnel entre 2017 et 2024. Cette augmentation est fortement corrélée avec l'augmentation des EPT au cours de la même période, ces derniers ayant passé de 101.5 en 2017 à 148.08 en 2024, soit 46%.

Toutefois, au cours des discussions avec la Municipalité, la COFIN a constaté qu'il est actuellement difficile d'avoir une vue claire de l'évolution des EPT ainsi qu'une bonne vision des différents postes qu'ils soient ouverts, vacants, attribués par des préavis, par le budget, ... La vacance répétée du poste de responsable des ressources humaines empêche d'effectuer ce suivi et la COFIN recommande vivement de le faire dès l'arrivée du ou de la responsable des ressources humaines, prévue en septembre 2025.

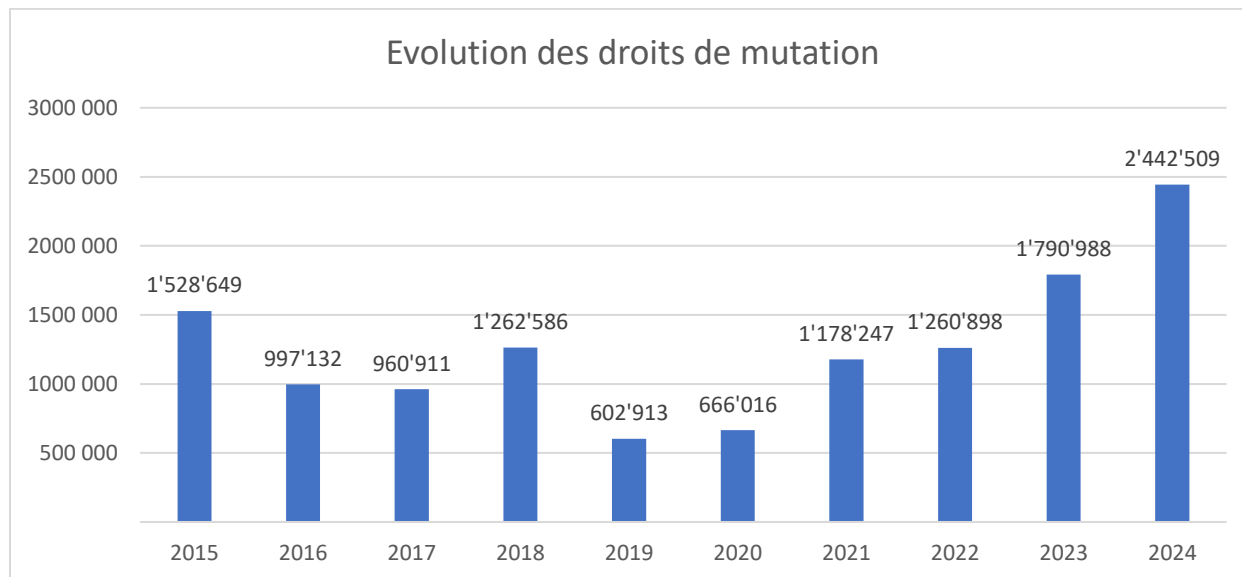
La COFIN prend note de l'arrêt de la comptabilisation des heures supplémentaires et constate que la modification de cette pratique comptable entraîne un **gain extraordinaire de CHF 511'250.- sans aucune influence sur la trésorerie**.

Nous avons, par rapport à 2023, une augmentation des impôts, notamment au niveau des droits de mutation (+ 0.65 million), des impôts sur les successions et donations (+ 1.1 million) et des impôts sur les personnes physiques (+ 0.4 million), avec toutefois une baisse des impôts sur les personnes morales (- 1.288 million). La Municipalité n'est pas en mesure de nous expliquer ces variations sur les personnes physiques et morales.

Nous constatons un retour à la normale des taxes et émoluments après une année 2022 marquée par l'encaissement de la TEC. En retranchant du montant 2024 la facturation supplémentaire de la TEC, cela ramène ce revenu 2024 à 7,96 millions CHF environ.



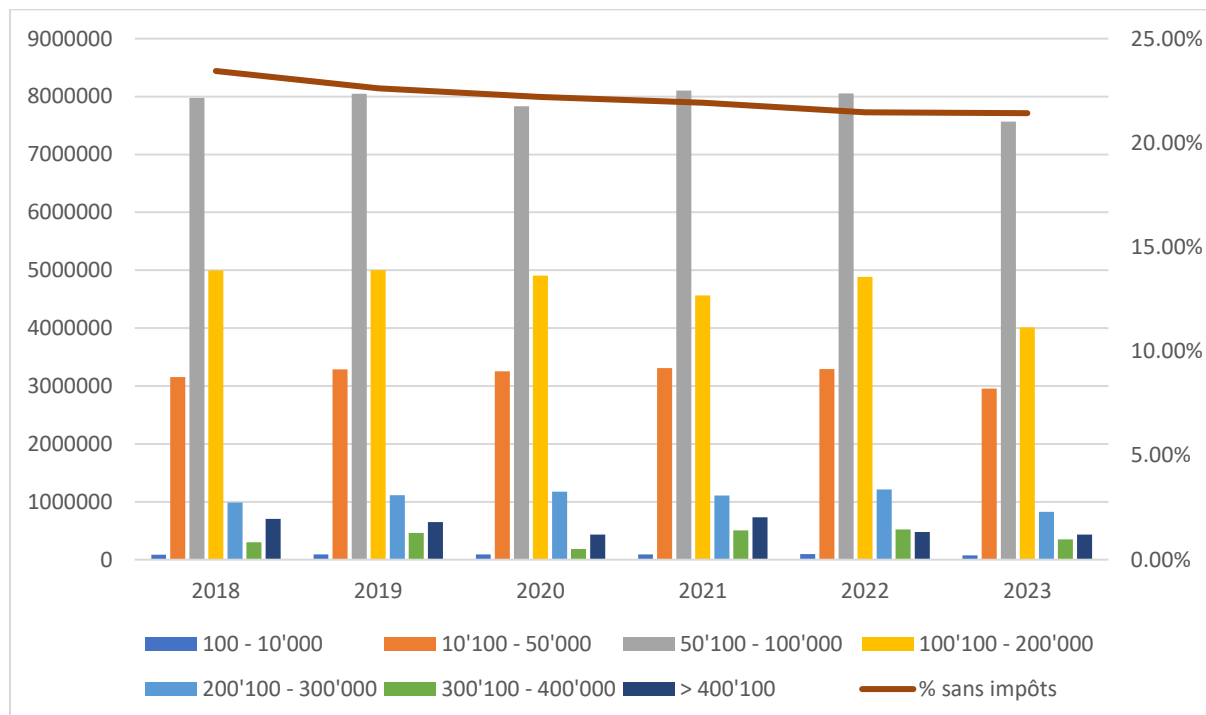
Les droits de mutation encaissés en 2025 sont les plus importants de ces 10 dernières années :



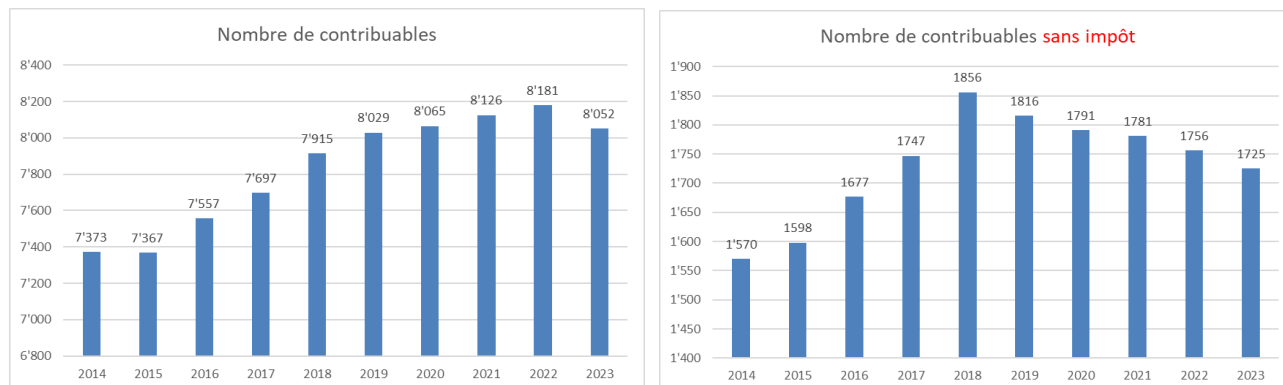
## 4.5. Revenus

### 4.5.1. Recettes sur les personnes physiques

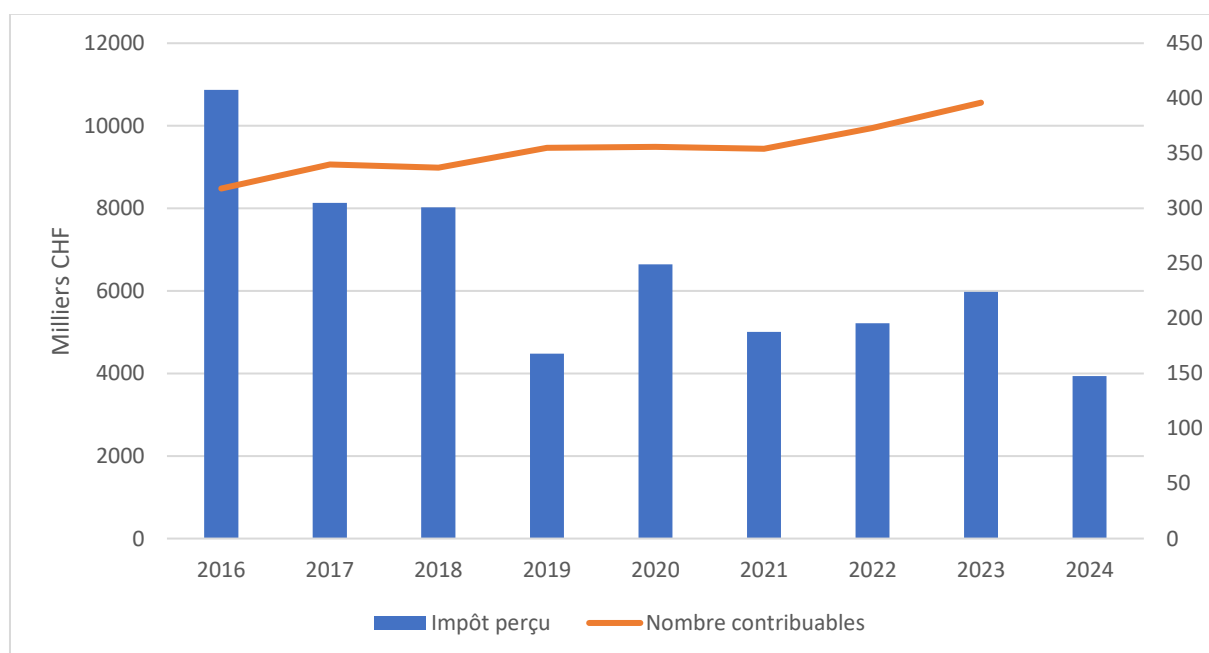
La tranche de revenu imposable située entre CHF 50'000.- et CHF 100'000.- représente à la fois la principale source de recettes fiscales pour la commune et la catégorie regroupant le plus grand nombre de contribuables.



La COFIN a reçu une situation des taxations au 28 février 2025. Pour 2023, les services responsables des taxations au niveau du canton ont pu taxer 93% des contribuables. Sur cette base, les statistiques restent incomplètes pour 2023. Nous constatons néanmoins que le nombre de contribuables augmente sans relâche depuis 2016 et que les contribuables qui ne paient pas d'impôt diminue régulièrement depuis 2018.



#### 4.5.2. Recettes sur les personnes morales



La COFIN analyse que la perte de 1.288 millions qui s'explique certainement en grande partie par le contexte économique qui a entraîné un recul des bénéfices imposables, réduisant mécaniquement les assiettes fiscales des entreprises. A titre d'exemple, bien que l'exercice 2023 de la BCV soit resté solide, il a été moins bon que 2022 (bénéfice net de 441 MCHF contre 469 MCHF en 2022, soit -6 %), ce qui a mécaniquement réduit son impôt cantonal et communal versé en 2024, et donc la quote-part perçue par la commune.

#### 4.5.3. Autres recettes

Les trois principales recettes exceptionnelles encaissées par la commune de Prilly sont l'encaissement de successions en déshérence pour CHF 389'500.-, la modification du mode de

comptabilisation des heures supplémentaires et de jours de vacances au 31 décembre 2024 pour CHF 511'250.- ainsi que la facturation de la taxe d'équipement communautaire en 2024 pour CHF 779'816.-, ce qui représente un total de CHF 1'680'566.-.

#### 4.6. Bilan

À la demande de la COFIN, le bilan détaillé lui a été fourni. Cette année à nouveau le total du bilan est supérieur à 100 millions CHF.

Le total du bilan augmente de 1.5 million par rapport à 2023 pour atteindre les 113 millions CHF, avec une augmentation des placements du patrimoine financier avec l'acquisition de l'immeuble aux Passiaux 39 pour 4,95 millions CHF. Cette augmentation est compensée par une baisse de 4.2 millions CHF des actifs transitoires. Finalement, avec une baisse des emprunts de 2 millions CHF, le total du bilan a augmenté de 1,557 millions CHF par rapport à 2023.

#### 5. Dette

L'endettement net est passé de 33,679 millions CHF en 2023 à 32,751 millions en CHF en baisse de CHF 928'000.-. Le montant des emprunts a pu être réduit de 2 millions, ils totalisent 70 millions CHF à la fin de l'année. Les entrées d'argent réalisées entre-autre grâce à la TEC permettent à la commune de financer les investissements sans faire appel à des emprunts supplémentaires.

L'endettement par habitant baisse pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, il passe de 2'684 CHF à 2'565 CHF.

En résumé, malgré des indicateurs financiers en amélioration, la ville de Prilly doit, comme évoqué dans l'analyse financière prospective effectuée par l'UCV, rester attentive aux défis à venir. La COFIN insiste sur l'importance de maintenir une gestion rigoureuse des finances publiques et anticipe une progression de l'endettement dans les prochaines années. Dans ce contexte, une planification des investissements à la fois stratégique et mesurée reste essentielle pour garantir un développement équilibré et soutenable.

| Chiffres annuels                                       |      |      |      |      |       |      |       |       |      |       |       |        |
|--------------------------------------------------------|------|------|------|------|-------|------|-------|-------|------|-------|-------|--------|
| Ratio (en %)                                           | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017  | 2018 | 2019  | 2020  | 2021 | 2022  | 2023  | 2024   |
| Dette brute selon définition MCH1 sur revenus courants | 56.9 | 79.2 | 84.4 | 88.8 | 106.3 | 122  | 120.2 | 122   | 124  | 99.6  | 102.6 | 93.1   |
| Engagements nets par habitants                         | 765  | 1438 | 2259 | 2931 | 3723  | 4430 | 4213  | 3999  | 4132 | 2917  | 2684  | 2565   |
| Moyenne mobile (5 ans)                                 |      |      |      |      |       |      |       |       |      |       |       |        |
| Ratios (en %)                                          | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017  | 2018 | 2019  | 2020  | 2021 | 2022  | 2023  | 2024   |
| Dette brute selon définition MCH1 sur revenus courants | 43.1 | 52.3 | 64.2 | 72.5 | 83.6  | 96.5 | 104.3 | 112.1 | 119  | 116.7 | 113.7 | 108.26 |

##### 5.1. Plafond d'endettement.

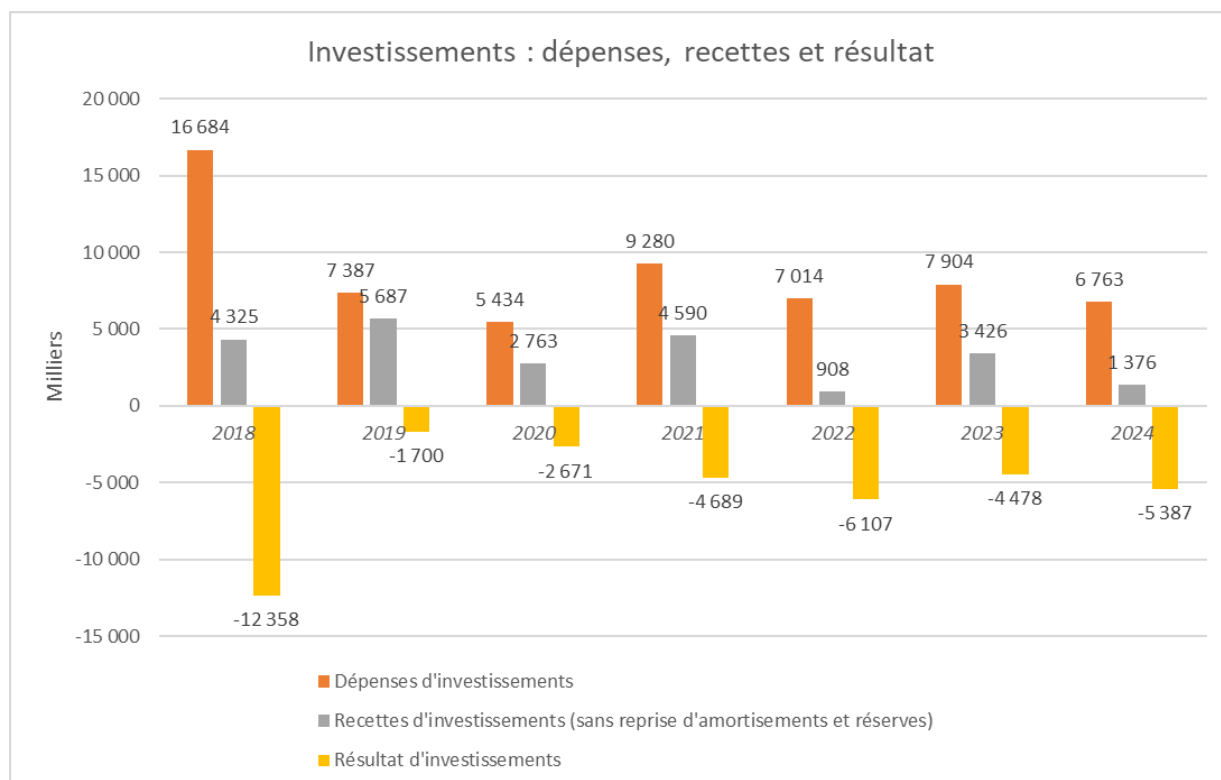
Au 31 décembre 2024, le total des emprunts s'établit à 70 millions CHF, restant en deçà du plafond d'endettement fixé à 125 millions CHF par le Conseil communal et en baisse de 2 millions par rapport à fin 2023.

Cette situation résulte de l'expiration de 3 emprunts au cours de l'année 2024, respectivement pour 10 millions, 3 millions et 3 millions de CHF contractés tous les 3 auprès de la BCV pour un total de 16 millions de CHF et à 3 nouveaux emprunts de 5 millions, 4 millions et 5 millions obtenus tous les 3 en 2024 auprès de La Poste – Postfinance pour un total de 14 millions de CHF.

## 5.2. Tableau des investissements et amortissements

La COFIN a vérifié que les préavis d'investissements votés durant l'année 2024 ont bien tous été portés au tableau des investissements, que les durées d'amortissements sont conformes aux dits préavis et qu'ils figurent au bilan ; la COFIN a reçu une version corrigée de ce tableau à la suite du constat de quelques erreurs.

La COFIN a examiné le préavis 13-2017 « Passage inférieur des Coulisses » et son analyse figure spécifiquement au point 6.



La COFIN constate que les dépenses d'investissements sont en légère baisse par rapport à 2023 et qu'elles sont partiellement compensées par les recettes d'investissements notamment grâce à 1.3 millions CHF de subventions cantonales et avec 4.287 millions CHF d'amortissements.

En ce qui concerne les amortissements, la COFIN constate que, sur les comptes 2024, plusieurs amortissements non budgétés sont comptabilisés. Ils impactent le résultat mais pas la marge d'autofinancement. Il s'agit notamment des amortissements sous la section 4200 URBANISME ET CONSTRUCTIONS dans le compte 3316.000 AMORTISSEMENTS AUTRES, avec un montant comptabilisé de CHF 524'150.- pour un budget de CHF 116'000.-. L'analyse de la COFIN figure dans ce tableau :

| <b>Amortissements de la section 4200 Urbanisme et constructions</b> |                                                        | <b>Amortissements</b> |                      |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|
| <b>No préavis</b>                                                   | <b>Libellé</b>                                         | <b>budgétés</b>       | <b>comptabilisés</b> |
| 2016.04.4200                                                        | ETUDES SDOL ET SDNL 2016 (CREDIT C. 01-2023)           | -13 000,00            | -23 800,00           |
| 2018.03.4201                                                        | FAB DEV. MALLEY - ETUDES                               | 0,00                  | -210 000,00          |
| 2020.13.4200                                                        | ACQUISITION PARCELLES ET PROJET D'ETUDES VOIE VERTE    | 0,00                  | -132 000,00          |
| 2010.02.4200                                                        | CONCOURS D'IDEES AMENAG.PRE-BOURNOUD                   | -62 000,00            | -62 000,00           |
| 2012.16.4200                                                        | PLAN GENERAL D'AFFECTATION, CREDIT COMPL               | -36 000,00            | -36 000,00           |
| 2017.02.4200                                                        | ETUDES SDOL ET SDNL 2017                               | -5 000,00             | -5 000,00            |
| 2018.02.4200                                                        | ETUDES SDOL ET SDNL 2018                               | 0,00                  | -7 330,00            |
| 2019.01.4200                                                        | ETUDES SDOL ET SDNL 2019                               | 0,00                  | -8 012,10            |
| 2021.03.4200                                                        | ETUDES SDOL ET SDNL 2021                               | 0,00                  | -17 407,50           |
| 2023.11.4200                                                        | PPA VIADUC, PARTICIPATION AUX ETUDES AMENAGEMENTS EXT. | 0,00                  | -22 600,00           |
| <b>TOTAL</b>                                                        |                                                        | <b>-116 000,00</b>    | <b>-524 149,60</b>   |

La COFIN recommande de mieux planifier les amortissements lors de l'établissement des budgets afin de ne pas en oublier, de s'y conformer et de communiquer les écarts opérés volontairement afin que le conseil soit encore mieux informé.

### 5.3. Cautionnement et quote part

Pour une vision consolidée de la dette, il faut aussi prendre en compte les engagements hors bilan de notre Commune qui se matérialisent par des cautionnements à différentes associations (POLOUEST, ASIGOS) et sociétés (SI, CSM/Centre Sportif de Malley, tennis club de Prilly et CADOUEST) pour un montant total de 32,935 millions CHF au 31.12.2024 ; sachant que le plafond de cautionnement est fixé à 46,5 millions CHF.

La COFIN relève toutefois que le cautionnement voté dans le préavis 04-2024 concernant CADOUEST n'est pas reporté dans le tableau des cautionnements (Chapitre 14 - Engagements hors bilan). La Municipalité a répondu que c'est un oubli et qu'au 31.12.2024, le montant des cautionnements effectivement émis pour CADOUEST atteignait CHF 6,97 millions. La COFIN demande donc à la Municipalité de s'assurer que ce cautionnement soit reporté dans le tableau des cautionnements.

Cette erreur corrigée, le montant total des cautionnements de la Ville de Prilly calculé par la COFIN est de 33,905 millions CHF au 31.12.2024.

### 5.4. Comptes de la station d'épuration des eaux de Lausanne (STEP de Vidy)

La participation à la STEP se monte pour l'exercice 2024 à 1,374 millions CHF hors TVA, ce montant est supérieur à la somme inscrite au budget, qui se montait à 1,265 millions CHF. Cette augmentation s'explique notamment par une correction de la répartition des surfaces imputables en défaveur de la ville de Prilly.

La COFIN a constaté que le montant figurant dans les comptes communaux pour 1,374 million CHF au compte 4600.3526 correspond à celui figurant dans le tableau de répartition de la CISTEP.

## 5.5. Comptes de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens

La participation communale 2024 à l'organisme intercommunal se monte à 0,295 million CHF contre 0,306 million CHF budgétisé. Cette diminution se retrouve dans les comptes de l'entente SDIS dont le montant à charge des différentes communes est de 0,8 million CHF contre 0,831 million CHF au budget.

Les charges de 2024 sont relativement supérieures à celles budgétées (1,231 millions CHF aux comptes contre 1,197 million CHF budgété), mais en augmentation de plus de 0,095 million CHF par rapport aux comptes 2023.

A la différence de CHF 1'000.— que la Municipalité a décidé de verser en soutien à l'organisation de l'AG et du concours de la FVSP, la COFIN a constaté que le montant figurant dans les comptes communaux pour 0,295 million CHF au compte 6500.3521 correspond (à CHF 1'000 près) à celui figurant dans le tableau de répartition de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens.

## 6. Analyses détaillées de la COFIN

### 6.1. Etude des honoraires et frais d'expertises

La COFIN a reçu le détail des comptes d'honoraires et de frais d'expertises (3185.000) et a analysé son contenu.

Il en ressort les observations suivantes pour certaines sections :

#### 1100 - Administration générale

Le budget global de 35'000.- a été respecté. La COFIN a néanmoins constaté que des mandats de cohésion et d'outplacement ont été réalisés en lieu et place de la refonte du règlement du personnel et d'une éventuelle révision de l'échelle des salaires (commentaire reçu par la COFIN lors de l'analyse du budget 2024).

#### 1510 – Culture et intégration

La COFIN constate que le budget a été dépassé d'environ CHF 10'000.-. Lors de l'analyse des détails, on y retrouve diverses dépenses liées à des prestations et subventions culturelles qui ne justifient pas le dépassement budgétaire et qui ne concordent pas avec les commentaires reçus dans le préavis. La COFIN a analysé ces dépenses et les a regroupées selon le type d'activités :

| Type d'activité        | Montant       |
|------------------------|---------------|
| 1er août               | 5 810         |
| Animations diverses    | 10 700        |
| Festival court mixages | 17 269        |
| Français enseignement  | 14 170        |
| Marché de Noël         | 8 381         |
| Soutien = subvention   | 5 000         |
| _autres dépenses       | 13 372        |
| <b>Total</b>           | <b>74 702</b> |

Pour mémoire, le budget alloué était de : CHF 65'000.-

Les prestations culturelles ne devraient pas être intégrées aux honoraires et frais d'expertise, mais comptabilisées séparément dans un compte dédié, intitulé par exemple « Activités culturelles ». La COFIN émet une recommandation en ce sens.

Le boursier a informé la COFIN des pratiques MCH2 qui vont dans ce sens. La COFIN recommande néanmoins de modifier cette pratique pour le budget 2026.

On constate également des frais liés au 1er août s'élevant à CHF 5'810.-. Ajoutés à ceux déjà enregistrés sous la rubrique spécifique de la section 1100 « *Administration générale* », qui affiche un dépassement de CHF 2'088.-, le total du dépassement atteint donc CHF 7'899.-. La COFIN déplore l'absence de tout commentaire explicatif à ce sujet et s'interroge sur le suivi budgétaire réalisé par la Municipalité.

Pour cette section 1510, la COFIN déplore un manque de transparence dans les comptes et dans les commentaires qui ne concordent pas avec la réalité et qui manquent de précision.

#### **4200 – Urbanisme et construction**

La COFIN constate avec le détail qu'il y a un fort montant de frais d'avocats liés au recours de la TEC, d'environ CHF 55'000.- et cela concorde avec le commentaire reçu.

#### **7151 à 7156 – APEMS**

L'ensemble des honoraires sont pour Nanou Solutions pour un total de plus CHF 100'000.-.

La COFIN a constaté que ces dépenses n'étaient pas budgétées pour 2024. Un budget est prévu dès 2025, mais les montants sont nettement inférieurs à la dépense 2024. La COFIN recommande de prévoir un budget réaliste pour les années à venir.

#### **7190 – Service jeunesse**

La COFIN constate qu'il y a deux dépenses distinctes pour cette section.

Comme le stipule le commentaire, un montant de CHF 23'000.- a été dépensé pour le coaching du service jeunesse. Les dépenses du préavis 16-2023 Enquête Femmes et espace public sont également stipulées dans le commentaire mais celui-ci omet l'information que les dépenses pour ce projet ont fait l'objet d'un dépassement de CHF 4'824.-.

### **6.2 Etude financière du préavis 13-2017 « Passage inférieur des Coulisses »**

Le 12 septembre 2017, le conseil communal a voté un crédit d'investissement de CHF 15'210'000.- TTC (avant déduction des participations de tiers et autres subventions) pour la construction du « Passage inférieur des Coulisses », franchissement des voies CFF à l'Ouest de la halte RER de Prilly-Malley. La COFIN a demandé un état de situation financier de ce préavis, un journal des écritures lui a été adressé (524 écritures). Celui-ci lui a permis de faire le constat suivant :

Le projet PIC n'est pas terminé, il reste l'accès à la voie 3 qui doit être réalisé, nous ne connaissons pas le montant des travaux encore à effectuer.

La COFIN a reçu le journal des écritures passées sur ce préavis et a pu constater les montants suivants :

| Libellé                                 | Montant<br>actuel | Préavis    | Différence |
|-----------------------------------------|-------------------|------------|------------|
| Dépenses actuelles                      | 13 096 896        | 15 210 000 | -2 113 103 |
| Subventions fédérales                   | -2 791 116        | -2 650 815 | -140 301   |
| Subventions Cantonales                  | -2 391 773        | -1 956 527 | -435 246   |
| Participation CAD                       | -309 795          | -286 224   | -23 571    |
| Total avant refacturation propriétaires | 7 604 212         | 10 316 434 | -2 712 221 |
| Refacturation propriétaires & Renens    | -6 485 416        | -8 258 339 | 1 772 923  |
| Part actuelle de Prilly                 | 1 118 796         | 2 058 095  | -939 299   |

Les subventions encaissées à ce jour dépassent les estimations formulées dans le préavis, ce qui constitue une bonne nouvelle.

À ce stade, les amortissements comptabilisés s'élèvent à CHF 1'136'000.-, soit un montant supérieur aux dépenses effectivement engagées et assumées par la Ville de Prilly. En conséquence, l'amortissement est suspendu jusqu'à l'achèvement des travaux. Il reste désormais à espérer que la réalisation de l'accès à la voie 3, encore à construire, ne génère pas de dépassement par rapport au budget initialement prévu.

## 7. Questions de la COFIN posées à la COGEST

La COFIN suggère à la COGEST d'analyser les thématiques suivantes :

### a. Thème n°1 – Fonctionnement des APEMS et UAPE

La COFIN suggère à la COGEST d'étudier le mode de fonctionnement et d'attribution des mandats de remplacement de personnel à Nanou Solutions.

### b. Thème n°2 – Grille salariale

La COFIN suggère à la COGEST de reprendre le sujet de la révision de la grille salariale avec la Municipalité, le projet budgété n'ayant pas été réalisé en 2024 (voir recommandation du rapport Compas).

## 8. Questions de la COGEST posées à la COFIN

La COFIN a reçu des questions de la part de la COGEST :

### 1. Merci de fournir à la COGEST le détail (non nominatif) des sommes dépensées en 2024 :

- Pour les éventuels frais d'avocat découlant des départs des chefs de service (travaux, secrétaire communale, ressources humaines)

Un montant d'environ CHF 25'000.- a été constaté par la COFIN pour des frais d'avocats liés à la gestion de litiges ou licenciement de chefs de service ou d'employés. Ces frais ont été comptabilisés dans le compte 1100.3099.000.

Le compte de recherche du personnel 1100.3092.000 est également en dépassement de CHF 58'978.- et est en partie une conséquence de ces nombreux changements.

- Des indemnités maladies liées à ces départs (en nombre de jours et somme dépensée)

Un montant de CHF 283'511.- a été comptabilisé pour les absences de longues durées, toutes natures confondues, sur l'année 2024.

- Des conventions de départ éventuellement faites (indemnités salariales, de formations prévues dans les conventions de départ)

Mis à part un montant d'environ CHF 10'000.- pour un outplacement, la COFIN n'a pas constaté d'autres frais.

La COFIN a reçu l'information que des conventions ont été établies mais qu'il n'y a pas eu de frais supplémentaires puisque les engagements suivants n'ont pas pu être effectués tant que le délai contractuel n'a pas été atteint.

2. **Merci de nous transmettre le montant du salaire de chaque chef de service (non nominatif) avec la réponse aux questions suivantes : le maximum salarial est-il atteint ? dépassé ? correspond-t-il à la norme fixée par le règlement du personnel ? pourquoi est-il dit, dans le rapport compas, que « ce schéma est ensuite couplé à l'échelle de traitement (en fonction de l'âge de la personne indépendamment de l'expérience, des formations et des compétences) », p. 60.**

La COFIN n'est pas en mesure de contrôler les salaires des collaborateurs. Nous constatons toutefois que les traitements de personnel comptabilisés sur 2024, y compris le personnel occasionnel, ne dépassent pas les montants budgétés.

Le fait de savoir si l'échelle des salaires est respectée n'est pas la compétence de la COFIN.

## 9. Réponses aux questions posées

La COFIN a posé un certain nombre de questions à la Municipalité selon son devoir d'investigation. Les réponses détaillées de la Municipalité et les commentaires de la COFIN figurent en **ANNEXE**.

## 10. Recommandations

### Recommandation 1

Sous la section 7160 SERVICES SOCIAUX COMMUNAUX, dans le compte 3665.001 AIDE SOCIALE COMMUNALE, il y a un dépassement de CHF 82'733.- et le commentaire indique qu'il s'agit notamment de l'exemption de la taxe déchets des moins de 25 ans pour environ CHF 60'000.-. La COFIN constate que ce dépassement est contraire aux autorisations données à la Municipalité et que cette décision aurait dû faire l'objet d'une demande au Conseil Communal.

*Cette recommandation est acceptée avec 6 voix pour et 1 abstention par la COFIN.*

### Recommandation 2

La COFIN a observé (question 6.8) que le cautionnement voté dans le préavis 04-2024 concernant Cadouest n'est pas reporté dans le tableau des cautionnements (Chapitre 14 - Engagements hors bilan). La Municipalité a répondu que c'est un oubli et qu'au 31.12.2024, le montant des cautionnements effectivement émis atteignait CHF 6,97 millions. La COFIN demande à la Municipalité de s'assurer que ce cautionnement soit reporté dans le tableau des cautionnements.

*Cette recommandation est acceptée à l'unanimité.*

### Recommandation 3

La COFIN constate que, sur les comptes 2024, plusieurs amortissements non budgétés sont comptabilisés. Ils impactent le résultat mais pas la marge d'autofinancement. Il s'agit notamment des amortissements sous la section 4200 URBANISME ET CONSTRUCTIONS dans le compte 3316.000 AMORTISSEMENTS AUTRES, avec un montant comptabilisé de CHF 524'150.- pour un budget de CHF 116'000.- Elle recommande de mieux planifier les amortissements lors de l'établissement des budgets afin de ne pas en oublier, de s'y conformer, de communiquer et de justifier les écarts opérés volontairement afin que le conseil soit encore mieux informé.

*Cette recommandation est acceptée à l'unanimité par la COFIN.*

**Recommandation 4**

À la suite de l'analyse des honoraires et frais d'expertises de la section *1510 Culture et intégration*, la COFIN constate que des prestations culturelles sont comptabilisées dans les honoraires et frais d'expertises et elles devraient être ventilées dans un compte spécifique qui pourrait être intitulé : "activités culturelles". Le boursier a informé la COFIN des pratiques MCH2 qui vont dans ce sens. La COFIN recommande néanmoins de modifier cette pratique pour le budget 2026.

*Cette recommandation est acceptée à l'unanimité par la COFIN.*

**Recommandation 5**

A la suite de l'analyse des honoraires et frais d'expertises des sections 7151 à 7156 concernant les APEMS et UAPE, l'ensemble des honoraires sont pour Nanou Solutions pour un total de plus CHF 100'000.-.

La COFIN a constaté que ces dépenses n'étaient pas budgétées pour 2024. Un budget est prévu dès 2025, mais les montants sont nettement inférieurs à la dépense 2024. La COFIN recommande de prévoir un budget réaliste pour les années à venir.

*Cette recommandation est acceptée avec 6 voix pour et 1 abstention par la COFIN.*

**Recommandation 6**

A la suite de la lecture du l'audit organisationnel et financier de l'administration communale, la COFIN encourage vivement la Municipalité à suivre les recommandations suggérées par le rapport, en particulier :

1. Mettre en place une planification financière pluriannuelle réaliste inspirée du programme de législature et articulée autour de projections d'évolution des charges fixes, des investissements prévus et de la capacité d'autofinancement. L'objectif est d'anticiper les besoins de financement et piloter les engagements sur 3 à 5 ans
2. Renforcer le contrôle de gestion financière au sein de l'administration communale selon recommandation FIN MA2.1.
3. Formaliser des outils d'aide à la décision financière :
  - Tableaux de bord périodiques (charges fixes vs variables, comparaison budgétaire, prévisions de clôture).
  - Analyse de la soutenabilité des investissements avant leur lancement.
  - Arbitrages réguliers entre projets selon leur valeur ajoutée et leur faisabilité financière.
4. Mieux intégrer les dimensions RH et financières, notamment via une gestion prévisionnelle des effectifs et de **leurs coûts**, intégrée à la planification budgétaire.

*Cette recommandation est acceptée à l'unanimité par la COFIN.*

**11. Conclusion**

La COFIN recommande par 6 voix pour et 1 abstention d'accepter les comptes de la STEP.

La COFIN recommande, à l'unanimité, d'accepter les comptes de l'organisme intercommunal de Défense contre l'Incendie et de Secours SDIS Malley, Prilly-Renens

Vu le présent rapport et ayant pris connaissance du rapport Hervest Fiduciaire SA, la COFIN recommande par 6 voix pour et 1 abstention d'accepter les états financiers de la Ville de Prilly pour l'année 2024.

Au vu de ce qui précède, la COFIN vous recommande, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, d'adopter les conclusions du préavis municipal N° 10-2025 telles que présentées par la Municipalité :

**Le Conseil communal de Prilly,**

- vu le préavis municipal N° 10-2025,
- les comptes 2024 de la STEP de Vidy et les comptes 2024 du SDIS Malley, Prilly-Renens,
- ouï le rapport de la Commission des finances,
- considérant que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

**Décide :**

1. d'approuver la participation financière de la Commune de Prilly de CHF 1'374'350.10 (3526.003-4600) aux coûts d'exploitation de la Station d'épuration des eaux usées et de traitement des boues de l'agglomération lausannoise – STEP de Vidy et d'en approuver les comptes 2024 de ladite STEP ;
2. d'approuver la participation financière de la Commune de Prilly de CHF 293'752.80 (3521.001-6500) à l'organisme intercommunal de Défense contre l'incendie et de Secours SDIS Malley, Prilly-Renens et d'en approuver les comptes 2024 dudit organisme ;
3. d'approuver les états financiers 2024 de la Commune de Prilly présentant un excédent de revenu de CHF 297'550. – et d'en donner décharge à la Municipalité.

Prilly, le 11 juin 2025

Au nom de la commission des finances

Le Président

Philippe Schroff



La Rapportrice

Nolwen Favé



**12. Annexe : Questions à la Municipalité**

---

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions à Alain Gilliéron – 1<sup>ère</sup> version**

---

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1010 MUNICIPALITE</b><br><b>3170.000 FRAIS DE RECEPTIONS ET MANIFESTATIONS, REPAS</b><br><b>4362.001 REMBOURSEMENTS FRAIS DE REPAS</b>                                                                                                                                                    |
| <b>Question 1.1</b>  | Pouvez-vous nous fournir plus d'explications sur cette cagnotte privée ? Pourquoi est-ce que cela apparaît dans le bilan de la commune ? Comment est-ce alimenté et comment ça fonctionne ?                                                                                                  |
| Réponse municipalité | Il s'agit de retenues sur le salaire des Municipaux afin d'alimenter une cagnotte en vue de frais de repas ou assimilés. Ne concernant aucunement les comptes de fonctionnement de la Ville, un compte courant au passif a été créé et représente le solde dû par la Commune aux Municipaux. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                      |                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1010 MUNICIPALITE</b><br><b>4361.001 REMBOURSEMENTS JETONS PRESENCE</b>                                                                                                                                          |
| <b>Question 1.2</b>  | Pourquoi les remboursements de jetons de présence diminuent ?                                                                                                                                                       |
| Réponse municipalité | Baisse des jetons du CSM liée à une diminution du nombre de séances du CA. Et également, le fait qu'au comité Direction des TL, le syndic n'y siège plus, Epalinges ayant remplacé Prilly en fonction des critères. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                   |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE (+ les autres sections)</b><br><b>3012.000 PERSONNEL OCCASIONNEL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Question 1.3</b>  | Qu'ont représenté les absences longue durée en termes de charges pour la commune sur l'exercice 2024 ? Et ceci sur toutes les sections.                                                                                                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité | Selon le rapport des états financiers, les frais sont ventilés par section dans les comptes. S'il a des coûts supplémentaires, liés à ces absences santés ils sont aussi mentionnés dans les justificatifs des comptes.<br>Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de vous fournir davantage de détails, en raison du caractère sensible des données liées à ce sujet. |
| Commentaire COFIN    | Ça a été chiffré et comptabilisé via la réserve, et cela se monte à 280k environ.<br>La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE</b><br><b>3091.000 FRAIS DE FORMATION</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Question 1.4</b>  | Pouvons-nous avoir un détail de ce compte ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité | En raison du caractère sensible de ces informations, nous ne sommes pas en mesure de vous les fournir. En outre, le travail demandé pour le détail de la formation 2024 pour chacune et chacun des collaborateurs et collaboratrices est trop conséquent. Les priorités du service RH, rappelons-le sans cheffe de service depuis le 25 septembre 2024 jusqu'au 1er septembre 2025, sont le travail quotidien lié aux engagements et autres sujets urgents en relation avec l'ensemble du personnel (Exemples : |

|                   |                                                                                                                                                                |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                   | formation IAS pour un montant de CHF 1'900.- / formation AvantAge pour un montant de CHF 650.- / formation Thème de l'Inclusion pour un montant de CHF 500.-). |
| Commentaire COFIN | La COFIN demande la liste anonymisée                                                                                                                           |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>3092.000 FRAIS DE RECHERCHE PERSONNEL</b>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Question 1.5</b>  | Pouvons-nous avoir le détail de ce compte ? Nous notons que le dépassement est de plus de 50k par rapport au budget. N'aurait-il pas dû faire l'objet d'une annonce et/ou d'un préavis ?<br>Dans le cas où une personne recrutée ne reste pas plus que quelques mois, est-ce que des remboursements d'honoraires sont prévus ? |
| Réponse municipalité | Au vu des départs et des démissions en 2023 et 2024, nous avons dû acheter des crédits de publication sur les plateformes dédiées aux annonces de postes.<br>99 % des recrutements se font en interne, sans passer par des agences, donc aucun remboursement n'est possible dans ces cas précis.                               |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                      |                                                                                                                                                     |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>3093.000 SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL</b>                                                                       |
| <b>Question 1.6</b>  | Pouvez-vous nous donner le détail de ce qui est comptabilisé dans ce compte ?                                                                       |
| Réponse municipalité | En raison du caractère sensible de ces informations, nous ne sommes pas en mesure de vous les fournir (exemples : vaccins, chaussures de sécurité). |
| Commentaire COFIN    | La COFIN demande la liste anonymisée                                                                                                                |

|                      |                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>3099.000 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL</b>                                                                                                                                       |
| <b>Question 1.7</b>  | Pouvez-vous nous fournir le détail de ce compte ?<br>Pourquoi les frais d'avocats et de coaching ne sont pas comptabilisés dans les honoraires ?                                                                   |
| Réponse municipalité | Actuellement nous n'avons pas de compte honoraire en lien avec les RH. En qui concerne le détail de compte. En raison du caractère sensible de ces informations, nous ne sommes pas en mesure de vous les fournir. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN demande la liste anonymisée                                                                                                                                                                               |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>4361.000 REMBOURSEMENTS DE TRAITEMENTS</b>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Question 1.8</b>  | Nous découvrons ici l'engagement d'un chargé de santé et de sécurité : pouvez-vous nous en dire plus ?                                                                                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité | Le poste de chargé santé et de sécurité est occupé à 30 % dans nos effectifs depuis 2022. À la suite du départ de la personne qui occupait ce poste, nous avons établi une convention avec la commune de Chavannes afin d'engager une personne à 50 %, répartis entre Prilly (30 %) et Chavannes (20 %) depuis avril 2024. |

|                   |                                   |
|-------------------|-----------------------------------|
| Commentaire COFIN | La COFIN prend acte de la réponse |
|-------------------|-----------------------------------|

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1800 TRANSPORTS REGIONAUX<br/>3517.000 PARTICIPATION A TRANSPORTS PUBLICS</b>                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Question 1.9</b>  | La différence est-elle uniquement due à la baisse des charges d'électricité ou y-a-t-il eu d'autres facteurs ?                                                                                                                                                                                                                   |
| Réponse municipalité | Il s'agit surtout d'un budget d'électricité un peu surestimé. Pour le reste : quelques décalages dans le développement de l'offre due à un manque d'effectif et les différences assez standard entre les budgets et les comptes expliquent cela. L'AG des tl a lieu le 18 juin, je pourrais en dire plus après en cas d'intérêt. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                      |                                                                                            |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1900 INFORMATIQUE<br/>3011.000 TRAITEMENTS</b>                                          |
| <b>Question 1.10</b> | Est-il possible d'avoir plus d'explication sur la différence par rapport au budget 2024 ?  |
| Réponse municipalité | Les postes inscrits au budget n'ont été repourvus qu'en cours d'année, d'où la différence. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                          |

|                      |                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>4200 URBANISME ET CONSTRUCTIONS<br/>3011.000 TRAITEMENTS</b>                                                                                                                                            |
| <b>Question 1.11</b> | Pouvez-vous expliquer l'augmentation des traitements ?                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité | L'écart s'explique par le transfert d'un collaborateur du service U&C vers le service Travaux, ainsi que par l'arrivée d'un nouveau collaborateur U&C, ces deux mouvements s'étant produits simultanément. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse.                                                                                                                                                                         |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>4200 URBANISME ET CONSTRUCTIONS<br/>3316.000 AMORTISSEMENTS AUTRES</b>                                                                                                                                                                                   |
| <b>Question 1.12</b> | Pouvez-vous nous donner le détail des amortissements comptabilisés dans ce compte ?<br>Pouvez-vous nous rappeler les règles d'amortissement : à partir de quand commence-t-on à amortir ?                                                                   |
| Réponse municipalité | Voir annexe 1.12. Début d'amortissement l'année qui suit le bouclage du préavis. En 2024, le Service Finances a revu les préavis non bouclés et donc sans amortissement. Ces cas ont été détectés.                                                          |
| Commentaire COFIN    | La COFIN constate que les amortissements non budgétés impactent le résultat mais pas la marge d'autofinancement.<br>La COFIN remercie pour la réponse et fait une observation pour demander d'être plus rigoureux dans la planification des amortissements. |

|                      |                                                                                                 |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>4200 URBANISME ET CONSTRUCTIONS<br/>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>            |
| <b>Question 1.13</b> | Est-ce qu'une partie de ces honoraires ont été refacturés ? Si oui, où sont-ils comptabilisés ? |

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réponse<br>municipalité | Les honoraires liés à ce compte concernent les frais d'avocats en cas de recours à des demandes de permis de construire et taxes. La Commune n'a pas le droit de refacturer des frais qui lui servent à se défendre, puisque c'est sa décision qui est attaquée, sauf si la justice le décide.<br>Par contre, les honoraires de spécialistes techniques (3185.006) sont systématiquement refacturés aux propriétaires et sont comptabilisés avec les recettes liées aux permis de construire et d'habiter (4313.000). |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                         |                                                                                               |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>4200 URBANISME ET CONSTRUCTIONS</b><br><b>4309.000 AUTRES TAXES DE REMPLACEMENT</b>        |
| <b>Question 1.14</b>    | Peut-on avoir le détail de ce compte ?                                                        |
| Réponse<br>municipalité | Voir annexe 1.14.                                                                             |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN constate qu'il s'agit de nouveaux plans de quartier ainsi que d'annulation de taxes. |

---

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions à Maurizio Mattia – 1<sup>ère</sup> version**

---

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1120 ENERGIE ET ENVIRONNEMENT</b><br><b>3185.003 HONORAIRES ENERGIE &amp; ENVIRONNEMENT</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Question 2.1</b>  | 1. A quoi correspond la dépense de 60k ?<br>2. Quel est l'enjeu (montant global de l'achat concerné) et l'intérêt de se faire accompagner pour faire un appel d'offres pour l'achat sur le marché libre ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Réponse municipalité | 1. Préavis 02-2024 : Prélèvement de 40'425.- pour participation au programme « Ouest Rénove »<br>Préavis 09-2022 : Prélèvement de 21'079.- pour la fin de l'élaboration du plan climat<br>2. Comme nous sommes sortis du marché réglementé, nous devons renouveler nos contrats via un appel d'offre de marché public. Il s'agit d'une procédure relativement rigide qu'il faut maîtriser. Par ailleurs, le marché de l'électricité est particulier et une aide d'un professionnel a été bienvenue et utile. Le coût de ce point a été de CHF 3'243.-.<br>L'enjeu est de 200'000 kWh par an sur 5 an, soit env. 1 mio de kWh, ce qui nous fait économiser env. 3'000.- / an. A noter que nous avons dû renouveler le contrat à un moment pas extrêmement favorable et que les conditions avaient été meilleures pour le contrat précédent. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                      |                                                                                                   |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1120 ENERGIE ET ENVIRONNEMENT</b><br><b>4659.004 PARTICIPATION ET SUBVENTIONS DE TIERS</b>     |
| <b>Question 2.2</b>  | Pouvez-vous nous expliquer ce que sont ces participations et subventions de tiers ?               |
| Réponse municipalité | Il s'agit d'une subvention de l'OFEN de CHF 10'000.- dans le cadre du label « Cité de l'Energie » |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                 |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1710 PISCINE DE LA FLEUR-DE-LYS</b><br><b>3012.000 PERSONNEL OCCASIONNEL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Question 2.3</b>  | Pouvez-vous commenter cette augmentation sachant que la météo a été moins bonne en 2024 (cf finances d'entrées) ?                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Réponse municipalité | Sur les 123 jours d'exploitation, il n'y a pas eu de jours où la météo était tellement mauvaise que la piscine n'a pas été ouverte. Il y a eu 11 jours lors desquels la fermeture a eu lieu avant l'horaire normal.<br>Il faut donc bien comprendre que s'il fait beau, mais frais, la piscine est ouverte mais il n'y pas beaucoup d'entrées. Il en découle des charges de personnel, mais peu d'entrées |
| Commentaire COFIN    | Explication supplémentaire sur le mois de juin qui n'a pas été terrible alors que c'est le mois qui est le plus fréquenté d'habitude.<br>La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                |

|                      |                                                                                        |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1710 PISCINE DE LA FLEUR-DE-LYS</b><br><b>3163.000 LOCATIONS D'OBJETS MOBILIERS</b> |
| <b>Question 2.4</b>  | Pouvez-vous nous rappeler ce qui est loué et qui figure dans ce poste ?                |
| Réponse municipalité | Il s'agit de transats, chaises, parasols, ballons, raquettes de tennis de table, etc.  |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                      |

|                      |                                                                                   |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1710 PISCINE DE LA FLEUR-DE-LYS</b><br><b>3191.000 TVA NON RECUPERABLE</b>     |
| <b>Question 2.5</b>  | Est-ce qu'il y a eu un changement de pratique en matière de récupération de TVA ? |
| Réponse municipalité | Suite à un arrêté du TF, la réduction de l'impôt préalable a été supprimée        |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                 |

|                      |                                                                                                             |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1740 RESTAURANT DE LA PISCINE DE LA FLEUR-DE-LYS</b>                                                     |
| <b>Question 2.6</b>  | Les dettes de l'exploitant précédent ont-elles toutes été remboursées ?                                     |
| Réponse municipalité | Non, les poursuites introduites ont été frappées d'opposition ; les demandes de mainlevées ont été envoyées |
| Commentaire COFIN    | La Municipalité va nous donner le montant des postes encore ouverts                                         |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1740 RESTAURANT DE LA PISCINE DE LA FLEUR-DE-LYS</b><br><b>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Question 2.7</b>  | La COFIN s'étonne du montant important de ces frais d'honoraires pour un changement de locataire. Comment pouvez-vous l'expliquer ?                                                                                                                                                                                                      |
| Réponse municipalité | Nous avons fait appel à un avocat pour établir le bail et à un professionnel de la restauration pour chercher un repreneur et pour s'assurer, dans la mesure du possible, de la solidité financière et commerciale de celui-ci. Les tarifs horaires de ces professionnels sont effectivement élevés et il y a eu passablement de séances |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2000 COMPTABILITE GENERALE</b><br><b>3809.009 VERSEMENT A FONDS INCAPACITE DE TRAVAIL</b>                                                                                                                                                                                            |
| <b>Question 2.8</b>  | Pouvez-vous nous fournir plus d'explications sur ce qui a été réalisé en 2024 avec le fonds incapacité de travail ?                                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité | Les pertes de gain, calculées par le Service RH, ont été comptabilisées (débit du compte de réserve 9282.059; crédit au compte 4361.000 Remb. de traitements des sections concernées) ; ensuite, une attribution à la réserve 9282.059 a été effectuée afin d'obtenir un solde de zéro. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2000 COMPTABILITE GENERALE<br/>4319.000 EMOLUMENTS ADMINISTRATIFS</b>                                                                                                                                                                                     |
| <b>Question 2.9</b>  | Pouvez-vous nous expliquer la situation ? A quoi correspond ce prêt à court terme ? Cadouest a-t-il été à court de liquidité ?                                                                                                                               |
| Réponse municipalité | Cadouest est une société en plein développement et donc à la recherche continue de financements (voir aussi préavis 04-2024). Nous avons la possibilité de faire un prêt à court terme à un taux intéressant pour les deux parties, c'est ce qui a été fait. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                            |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2100 IMPOTS<br/>4011.000 IMPOT SUR BENEFICE NET PERSONNES MORALES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Question 2.10</b> | Pouvez-vous nous expliquer le mécanisme des impôts sur les personnes morales ? Pourquoi une telle baisse par rapport aux comptes 2023 et au budget 2024 ?                                                                                                                                                                                                                                           |
| Réponse municipalité | Les PM paient des acomptes (sur le bénéfice et sur le capital) puis la taxation définitive ajuste à la hausse ou à la baisse lesdits acomptes. La figure 2bis à la page 12 du préavis montre les fluctuations historiques. Depuis l'introduction de RIE III en 2019, l'année 2023 a été la 2ème meilleure année en termes de montants taxés. Faute de temps, nous n'avons pas investigué davantage. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                      |                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2100 IMPOTS<br/>4013.000 IMPOT COMPLEMENTAIRE SUR IMMEUBLES</b>                                                                                                                                 |
| <b>Question 2.11</b> | Quelle est l'origine de cet impôt complémentaire (augmentation de 70%) et y-a-il des acteurs dominants sur la commune ?                                                                            |
| Réponse municipalité | Sujets : toutes les personnes morales (sociétés) propriétaires d'un ou de plusieurs immeubles selon la Loi sur les impôts directs cantonaux. Faute de temps, nous n'avons pas investigué davantage |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                  |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2100 IMPOTS<br/>4040.000 DROITS DE MUTATION</b>                                                                                                                                                                                      |
| <b>Question 2.12</b> | Afin de comprendre l'évolution de ce montant, pouvez-vous nous fournir une statistique du nombre de propriétaires sur la commune et son évolution (turn-over sur 5 années) pour les personnes morales et pour les personnes physiques ? |
| Réponse municipalité | L'annexe 2.12 présente les montants taxés sur les 10 dernières années. Le Service Finances n'est pas en état de fournir la statistique souhaitée.                                                                                       |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour le document transmis.                                                                                                                                                                                            |

|                      |                                                                                                             |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2300 POSTES NON VENTILES</b><br><b>3301.000 DEFALCATIONS, REMISES</b>                                    |
| <b>Question 2.13</b> | Pouvez-vous nous expliquer ce commentaire car il y avait quelque chose au budget 2024 et aux comptes 2023 ? |
| Réponse municipalité | Il s'agit des pertes sur débiteurs, hors impôts. Le commentaire est effectivement erroné.                   |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                           |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2300 POSTES NON VENTILES</b><br><b>4363.001 ASSURANCES DIV., PARTIC. AU BENEFICE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Question 2.14</b> | Pouvez-vous nous expliquer l'origine de ce revenu ? Cela nous surprend de recevoir une distribution de résultat de la caisse de pension.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Réponse municipalité | La CIP prévoit un mécanisme de redistribution dont le but est de faire profiter l'ensemble des assurés et des employeurs en cas de résultats financiers favorables. Le Conseil d'administration décide chaque année au mois de décembre, sur la base de la situation effective à fin novembre, si les conditions permettant l'application du mécanisme sont remplies. Pour que le mécanisme de redistribution soit activé, il faut que la performance de la CIP soit supérieure à 2,75% et que la réserve de fluctuation de valeur atteigne au moins 50% de l'objectif. En fonction des résultats, le montant attribué se situe, pour la personne assurée, entre 0,3% et 0,7% du montant de la prestation de sortie et, pour l'employeur, entre 0,5% et 1,5% de la somme des salaires cotisants de l'employeur. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>2300 – POSTES NON VENTILES</b><br><b>3529.000 PEREQUATION - ALIMENTATION DU FONDS</b><br><b>4521.000 PEREQUATION - RETOUR DU FONDS</b>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Question 2.15</b> | Pouvez-vous nous aider à retrouver les chiffres du préavis page 15 dans le détail de ces comptes ?                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Réponse municipalité | La péréquation directe est comptabilisée à la section 2300 ; la facture sociale à la section 7200 et la facture police à la section 6100. Les acomptes année N sont comptabilisés sur l'exercice N et le décompte N en exercice N+1 alors que, dans un souci de simplification et de comparaison, les montants indiqués au point 7 du préavis présentent uniquement les décomptes annuels. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>3000 SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE<br/>4356.000 FACTURATION DE SERVICES</b>                                                                                                                                                                                |
| <b>Question 2.16</b> | Pouvez-vous nous détailler les prestations facturées et la nature de celles-ci ?                                                                                                                                                                                   |
| Réponse municipalité | Il s'agit de toutes les prestations liées aux bâtiments scolaires : suivi de l'entretien des bâtiments, projets de rénovations, coordination, etc. Tout ceci représente des milliers d'heures de travail de la part du personnel du service D&B facturé à l'ASIGOS |
| Commentaire COFIN    | Nombre d'heures x coût moyen, charges sociales incluses<br>La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                       |

|                      |                                                                                                    |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>3510 BATIMENTS ADMINISTRATIFS<br/>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>                 |
| <b>Question 2.17</b> | Ces activités non réalisées seront-elles reportées sur 2025 ? Et si oui, ont-elles été budgétées ? |
| Réponse municipalité | Non                                                                                                |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                  |

|                      |                                                                                                                             |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>3510 BATIMENTS ADMINISTRATIFS<br/>4271.008 LOCATIONS CONFRERIE 36</b>                                                    |
| <b>Question 2.18</b> | Nous observons que ce montant est également budgété en 2025 : pouvez-vous nous assurer que cela ne se reporte pas en 2026 ? |
| Réponse municipalité | C'est noté.                                                                                                                 |
| Commentaire COFIN    |                                                                                                                             |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>3510 BATIMENTS ADMINISTRATIFS<br/>4271.012 LOCATIONS CHATEAU 1</b>                                                                                                                                                             |
| <b>Question 2.19</b> | Pourquoi n'y a-t-il plus de revenu locatif pour Château 1 ?                                                                                                                                                                       |
| Réponse municipalité | Il s'agit d'une location offerte gratuitement par la Ville à l'Association familiale par débit du 3655.001-7160 et crédit au 4271.012-3510, écriture oubliée en 2024 et ajoutée à la check-list de bouclage des comptes pour 2025 |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                 |

|                      |                                                                                                                                                     |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>3510 BATIMENTS ADMINISTRATIFS<br/>4362.000 REMBOURSEMENTS DE FRAIS</b>                                                                           |
| <b>Question 2.20</b> | Quelle est la contrepartie de ce compte ? Qui rembourse ces frais ?                                                                                 |
| Réponse municipalité | Les frais de chauffage sont facturés aux utilisateurs, à savoir l'association paroissiale, l'AJENOL et les services communaux utilisant les locaux. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                   |

|                         |                                                                                                                                         |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>3530 PROPRIETE DE PLAN-SEPEY<br/>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>                                                       |
| <b>Question 2.21</b>    | Pouvez-vous nous en dire plus sur cette étude de projet globale ? Que concerne-t-elle ?                                                 |
| Réponse<br>municipalité | Un préavis est en cours. L'étude prévue destinée à la réfection de la toiture a été mise en attente pour être intégrée dans le préavis. |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                       |

---

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions à Ihsan Kurt – 1<sup>ère</sup> version**

---

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1510 CULTURE ET INTEGRATION</b><br><b>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Question 3.1</b>  | Le commentaire suscite des remarques de la part de la COFIN lorsque l'on fait la comparaison au budget 2024<br>Le budget prévoyait 65k d'honoraires avec 10k de participation de tiers et dans les comptes, il y a 74.7k de charges et une participation de tiers 6k. Pouvez-vous expliquer ces différences ?                                                      |
| Réponse municipalité | Le budget prévoyait 65k d'honoraires avec une participation cantonale de 30k et une participation de tiers de 10k. La participation cantonale a été de 28.1k et la participation de tiers 6,142k. Pour 2025 les frais d'honoraires ont été ajusté à 80k ce qui correspond aux projets qui ont été développés en 2024. Ceux-ci sont maintenus et améliorés en 2025. |
| Commentaire COFIN    | La différence n'est pas expliquée dans ce commentaire, c'est un simple constat. Une explication complémentaire serait bienvenue.                                                                                                                                                                                                                                   |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1530 BIBLIOTHEQUE</b><br><b>3012.000 PERSONNEL OCCASIONNEL</b>                                                                                                                                                                                     |
| <b>Question 3.2</b>  | Le montant est supérieur au budget. Pouvez-vous nous confirmer que le poste de stagiaire est bien supprimé comme il était mentionné dans les commentaires du budget 2024 ?                                                                            |
| Réponse municipalité | En 2024, le poste de stagiaire a été supprimé pendant une année. La différence de CHF 4696.- est due au besoin supplémentaire d'auxiliaires pour le bon fonctionnement des prestations de la bibliothèque communale (40e anniversaire, entre autres). |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                     |

|                      |                                                                                                                |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1700 SPORTS</b><br><b>3161.000 LOYERS</b>                                                                   |
| <b>Question 3.3</b>  | Est-ce que le complexe sportif de la Fleur de Lys (terrain de foot et buvette) est ici ? Et si non où est-il ? |
| Réponse municipalité | Section 3510 Bâtiments administratifs.                                                                         |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                              |

|                      |                                                                                                                                                      |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>1700 SPORTS</b><br><b>4659.002 PARTICIPATION ET SUBVENTIONS DE TIERS</b>                                                                          |
| <b>Question 3.4</b>  | Ce revenu du fonds du sport vaudois, obtenu en 2024, est-il durable ?                                                                                |
| Réponse municipalité | La demande leur est réitérée d'année en année en fonction des activités sportives gratuites proposées par le Service Jeunesse-Sport-Cohésion sociale |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                    |

|                      |                                                                                                                                      |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>7160 SERVICES SOCIAUX COMMUNAUX</b><br><b>3655.001 ASSOCIATION FAMILIALE</b>                                                      |
| <b>Question 3.5</b>  | Sur quelle base a-t-on comptabilisé ce montant et pourquoi n'est-il pas conforme au budget ?                                         |
| Réponse municipalité | Sur la base des comptes de l'association ; selon convention, la Ville supporte le déficit d'exploitation du jardin d'enfants Amadou. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                    |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>7160 SERVICES SOCIAUX COMMUNAUX</b><br><b>3665.001 AIDE SOCIALE COMMUNALE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Question 3.6</b>  | Pouvons-nous avoir plus d'explications sur le dépassement et sur le commentaire que nous ne comprenons pas ?<br>Merci de nous transmettre le détail du compte.                                                                                                                                                                                             |
| Réponse municipalité | Dépassement dû à l'exonération des personnes de 18 à 25 ans selon décision municipale ; Détail du compte à l'annexe 3.6 (55 pages), les noms des citoyens apparaissent en clair et la Municipalité demande à la Cofin d'observer la plus stricte confidentialité par rapport aux informations et à ne pas diffuser ni publier ce document dans le rapport. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN a pris connaissance du détail qu'elle a supprimé après consultation et prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>7186 ACTIVITES A PLAN-SEPEY</b><br><b>3116.000 ACHATS EQUIPEMENT ET MATERIEL SPECIALISE</b><br><b>3662.000 SUBSIDES ET ANIMATION</b>                                                                                                             |
| <b>Question 3.7</b>  | Pouvez-vous nous expliquer la répartition entre les deux comptes et la nature de ce qui a été comptabilisé dans le 3116.000 ?                                                                                                                       |
| Réponse municipalité | Erreur lors de l'établissement du budget 2024, car le 3662.000 (Fr. 16'500.-) devait être fusionné avec le 3116.000 (Fr. 4'000.-) soit un total de Fr. 20'500.-. Cette erreur est reportée sur le budget 2025 et sera corrigée pour le budget 2026. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                   |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>7190 SERVICE JEUNESSE</b><br><b>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Question 3.8</b>  | Le crédit pour le préavis 16-2023 a été voté le 23 octobre 2023. Le budget aurait dû être adapté avec un amendement de la municipalité pour intégrer ce montant au BU 2024.<br>Pour le delta de 27k, comment a été prise la décision de ce coaching et n'aurait-il pas dû passer dans les RH, sous Administration générale ? |
| Réponse municipalité | Ce coaching a été proposé par la Municipalité suite aux événements tragiques survenus au sein du service et en raison de tensions grandissantes qui lui étaient rapportées. L'attribution de ce montant à ce compte s'est fait en raison du caractère très ciblé de cette mesure.                                            |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions à Rebecca Joly – 1<sup>ère</sup> version**

|                      |                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>4300 RESEAU ROUTIER</b><br><b>3313.000 AMORTISSEMENTS MACHINES, MOBILIER, VEHICULES</b>                                                                                                             |
| <b>Question 4.1</b>  | Pourquoi l'amortissement n'était pas budgété ? Pourquoi on ne commence à amortir qu'en 2024 pour un achat de véhicule voté en 2021 et dont le 1er amortissement était prévu en 2023 selon le préavis ? |
| Réponse municipalité | Le décaissement principal a été effectué en 2023 à hauteur de 75 % du total. En 2024, le Service Finances a revu les préavis non bouclés et donc sans amortissement. Ce cas a été détecté.             |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                      |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>4305 QUARTIER DE MALLEY</b><br><b>4356.000 FACTURATION DE SERVICES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Question 4.2</b>  | Comment sont calculées et que représentent ces facturations de services ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Réponse municipalité | La facturation correspond à la moitié des frais d'entretien du quartier de Malley, notamment du passage inférieur des coulisses, dont les frais sont partagés entre Renens et Prilly. En 2024, la moitié de la facture pour le traitement anti-graffiti a été facturée à Renens alors que la dépense a été effectuée en 2023 et ceci à la demande de la commune de Renens qui avait budgété cette dépense en 2024. Pour rappel, nous avons profité en 2023 du traitement effectué sur le nouveau viaduc pour avoir un prix défiant toute concurrence au lieu de faire le traitement en 2024 comme prévu. La facturation à Renens a simplement été décalé d'une année. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>5800 TEMPLES ET CULTES</b><br><b>3124.011 CHAUFFAGE, ECLAIRAGE, EAU</b>                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Question 4.3</b>  | Nous ne comprenons pas le commentaire. Pouvez-vous nous donner plus d'explications ?                                                                                                                                                                                                                          |
| Réponse municipalité | Précédemment, la valorisation du stock mazout était comptabilisée au bilan. Par simplification, la valeur du stock de CHF 10'467.- a été passée dans les charges (changement du mode de comptabilisation impactant uniquement l'exercice en question). Le coût de chauffage est donc de CHF 24'000.— en 2024. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                      |                                                                                                                           |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>5800 TEMPLES ET CULTES</b><br><b>4525.003 PARTICIPATION DE JOUXTENS-MEZERY</b>                                         |
| <b>Question 4.4</b>  | Pourquoi n'a-t-on pas facturé la participation budgétée ?                                                                 |
| Réponse municipalité | De mémoire de l'ERP Abacus, aucune facture n'a été établie depuis 2019 au moins. Budget erroné et sera corrigé pour 2026. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN ne comprend pas pourquoi cette participation qui est budgétée depuis 2024 n'a pas été facturée ?                 |

---

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions à Luigi Sartorelli – 1<sup>ère</sup> version**

---

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>6200 CONTROLE DES HABITANTS</b><br><b>3011.000 TRAITEMENTS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Question 5.1</b>  | Pouvez-vous expliquer la différence entre comptes et budget ?                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité | La prime de départ à la retraite anticipée, ainsi qu'un mois pour le passage de témoin en raison de la complexité du travail au sein de l'Office de la population, n'a pas pu être budgétée, la décision de notre collaborateur de faire valoir son droit à la retraite anticipée nous étant parvenue après l'adoption du budget. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                      |                                                                                                                                                                  |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>6500 DEFENSE CONTRE L'INCENDIE</b><br><b>3521.001 PARTICIPATION A L'ORGANISME INTERCOMMUNAL</b>                                                               |
| <b>Question 5.2</b>  | Dans les comptes du SDIS, la participation des communes se monte à 293'753.- alors qu'on retrouve 294'753.- dans nos comptes : où sont passés les 1'000 francs ? |
| Réponse municipalité | La Municipalité a décidé de verser CHF 1'000.— en soutien à l'organisation de l'AG et concours de la FVSP.                                                       |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>7156 APEMS VIEUX-COLLEGE</b><br><b>4515.002 SUBVENTION FAJE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Question 5.3</b>  | Pourquoi la subvention FAJE est nettement inférieure au budget ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Réponse municipalité | Un montant de CHF 118'800.— correspondant à la subvention de la FAJE pour l'aide au démarrage a été reçue en 2023 après l'établissement du Budget 2024. Cette subvention devait être ventilée sur les années 2023 – 2024 et 2025 via l'AJENOL. Pour Enfance cette subvention est restée dans la préparation de ses budgets. Force est de constater que pour 2024 et 2025 ces derniers s'en trouvent surévalué. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

---

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions générales – 1<sup>ère</sup> version**

---

|                      |                                                                                                                                                                    |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 4 – Ressources humaines – Vue d’ensemble</b>                                                                                                           |
| <b>Question 6.1</b>  | Les chiffres représentant les EPT sont-ils comparables d’une année à l’autre ? Stagiaires, EPT vacants, ...                                                        |
| Réponse municipalité | Oui, vous pouvez le voir dans le tableau des EPT que nous avons transmis. Cette forme a été validée et sera également utilisée pour les budgets 2026.              |
| Commentaire COFIN    | Les données EPT sont reprises du rapport de gestion. La COFIN s’interroge sur le nombre de 137 en 2022 et 136.21 en 2023 alors que la masse augmente de 1.5 mios ? |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 13 - Bilan / selon bilan détaillé fourni à la COFIN</b><br><b>9111.060 ASIGOS, COMPTE COURANT</b><br><b>9111.064 FONDATION LES ACACIAS, COMPTE COURANT</b>                                                                                                                                               |
| <b>Question 6.2</b>  | Comment sont gérés les flux débiteurs avec ASIGOS et ACACIAS ?                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Réponse municipalité | Essentiellement par factures via module Débiteurs (émission) et ABA Créanciers (réception) et ceci afin de respecter le système de contrôle interne de visa des factures. Les comptes courants susmentionnés sont utilisés que pour les cas spécifiques (facture unique d’un tiers concernant la Ville et l’Asigos). |
| Commentaire COFIN    | Les flux sont plus propres et les transactions passent par la banque. La COFIN remercie pour la réponse.                                                                                                                                                                                                             |

|                      |                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 13 - Bilan / selon bilan détaillé fourni à la COFIN</b><br><b>9115.000 DEBITEURS COURANTS</b>                                                                                                                |
| <b>Question 6.3</b>  | Quelle est la nature de ces débiteurs et, notamment y’en-a-t-il à plus de 90 jours ?<br>Y-a-t-il des risques particuliers par rapport à ces débiteurs ?                                                                  |
| Réponse municipalité | Au 17 mars 2025, les débiteurs impayés > à 90 jours totalisaient CHF 121'940.— pour 378 cas, soit CHF 323.—en moyenne par cas. La réserve au bilan de CHF 215'000.— est suffisante pour absorber les éventuelles pertes. |
| Commentaire COFIN    | Il y a beaucoup de cas ouverts car la taxe déchet a été facturée en décembre.                                                                                                                                            |

|                      |                                                                                                            |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 13 - Bilan / selon bilan détaillé fourni à la COFIN</b><br><b>9139.000 ACTIFS TRANSITOIRES</b> |
| <b>Question 6.4</b>  | Pouvez-vous nous fournir le détail des actifs transitoires ?                                               |
| Réponse municipalité | Voir annexe 6.4.                                                                                           |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour le détail                                                                           |

|                         |                                                                                                       |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>Chapitre 13 - Bilan / selon bilan détaillé fourni à la COFIN<br/>9259.000 PASSIFS TRANSITOIRES</b> |
| <b>Question 6.5</b>     | Pouvez-vous nous fournir le détail des passifs transitoires ?                                         |
| Réponse<br>municipalité | Voir annexe 6.5                                                                                       |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN remercie pour le détail                                                                      |

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>Chapitre 13 - Bilan / selon bilan détaillé fourni à la COFIN<br/>9280.110 FONDS TAXES EQUIPEMENT COMMUNAUTAIRE</b>                                                                                                                                                            |
| <b>Question 6.6</b>     | Quelle est l'origine de cette augmentation ?                                                                                                                                                                                                                                     |
| Réponse<br>municipalité | TEC facturée en 2024 ; voir 3818.010-4200.                                                                                                                                                                                                                                       |
| Commentaire<br>COFIN    | A priori ce ne sont que les nouveaux plans de quartier qui sont à l'origine de cette augmentation.<br>Avec les signatures de convention, on doit s'attendre à ce que la commune annule des factures en 2025 et cela aura un impact sur la marge d'autofinancement de l'exercice. |

|                         |                                                                                |
|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>Chapitre 14 - Engagements hors bilan<br/>1 et 3 Sous le Collège SA</b>      |
| <b>Question 6.7</b>     | Pourquoi deux cautionnements de Sous le Collège SA sont passés à 0 ?           |
| Réponse<br>municipalité | Sous le collège SA a remboursé des emprunts bancaires cautionnés par la Ville. |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                              |

|                         |                                                                                                               |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>Chapitre 14 - Engagements hors bilan<br/>9 – Cadouest SA</b>                                               |
| <b>Question 6.8</b>     | Pourquoi le cautionnement voté dans le préavis 04-2024 n'est pas indiqué ici ?                                |
| Réponse<br>municipalité | C'est un oubli. Au 31.12.2024, le montant des cautionnements effectivement émis atteignait CHF 6,97 millions. |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse et fera une observation.                                                    |

|                         |                                                                                                                                                   |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>        | <b>Chapitre 15 – Inventaire du patrimoine financier<br/>Bien-fonds du patrimoine financier</b>                                                    |
| <b>Question 6.9</b>     | Pourquoi Plan Sepey apparait dans le patrimoine financier au 31.12.24 alors qu'il n'était pas au 31.12.23 et qu'il n'y a pas de valeur au bilan ? |
| Réponse<br>municipalité | Au 31.12.2024, la valeur comptable du bien-fonds était de zéro. En vue de travaux de rénovations, il a été ajouté à l'inventaire.                 |
| Commentaire<br>COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                 |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 16 – Inventaire du patrimoine administratif</b>                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Question 6.10</b> | Peut-on avoir les valeurs au bilan du patrimoine administratif ?                                                                                                                                                                                                    |
| Réponse municipalité | Compte 914 du bilan (annexe 13 des Etats financiers 2024), soit CHF 63.791 millions ; ce montant est détaillé à l'annexe 18 des Etats financiers.                                                                                                                   |
| Commentaire COFIN    | La COFIN cherchait à avoir la valeur au bilan de la liste des parcelles et pas la valeur des investissements<br>Après discussion, la COFIN comprend qu'on ne valorise pas les terrains au bilan car c'est d'utilité publique.<br>La COFIN remercie pour la réponse. |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif</b><br><b>2024.20.1710 - PISCINE FDL, TRAVAUX MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.1740 - REST. PISCINE FDL, TRAVAUX DE MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.3500 - BAT. LOCATIFS, TRAVAUX DE MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.3520 - EDICULES PUB., TRAVAUX MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.5800 - TEMPLES, TRAVAUX MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b> |
| <b>Question 6.11</b> | Que représentent ces lignes par rapport au préavis 20.2024 sur les travaux de menue importance voté fin 2024 ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Réponse municipalité | Le crédit global voté a été ventilé en sous-limites internes (ndlr : lors de l'édition du document 18. Tableau des invest., toutes les sous-limites n'étaient pas encore ouvertes).                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Commentaire COFIN    | <a href="#">La Municipalité nous transmet la liste à jour</a>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif</b><br><b>2023.02.4600 - CH. DE BELMONT, MISE EN SEPARATIF - PGEE</b><br><b>2023.13.4300 - RESEAU ROUTIER, 30 KM NUIT ET JOUR</b><br><b>2021.13.6110 - GESTION COORDONNEE DE TRAFIC D'AGGLOMERATION (GCTA)</b>                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Question 6.12</b> | Nous constatons qu'il y a des préavis votés en 2023 pour lesquels aucune dépense n'a été engagée sur 2024 : pouvez-vous nous expliquer la situation ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Réponse municipalité | En effet, pour certains préavis, aucune facture n'est rentrée en 2024. Pour le séparatif du chemin de Belmont, les travaux ont été fait en coordination et par les mêmes entreprises que pour la route de Cossonay, la facturation suivra vraisemblablement en 2025.<br>Pour la question de la protection contre le bruit, un manque de ressource interne a ralenti le projet ce qui implique là aussi une réalisation et une facturation en 2025.<br>Enfin, le projet de GCTA est piloté par le canton et il n'a pas avancé en 2024. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                      |                                                                                                                                 |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif 2024.4400.02 - STRATEGIE D'ARBORISATION, PRE-ETUDE</b> |
| <b>Question 6.13</b> | Pourquoi cette pré-étude est à double dans "autres biens" ?                                                                     |
| Réponse municipalité | Nous avons également constaté ce bug a posteriori qui semble découler de l'extraction en format excel et non « natif Abacus ».  |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                               |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif Suivi des pré-études</b>                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Question 6.14</b> | Nous constatons que 35 lignes de pré-études ont été ouvertes depuis 2021, dont 4 qui ont été soldées en 2024 en lien avec des préavis votés : comment est fait le suivi de ces lignes de pré-études ouvertes ?<br>Sur les lignes encore ouvertes au 31.12 2024, nous constatons que 690k ont été dépensés à ce jour, sur les 3.1 mios que représentent ces pré-études |
| Réponse municipalité | DBG & IEP : A répondre de manière plus approfondie dans une séance spéciale.                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Commentaire COFIN    | Une interpellation dans ce sens a également été déposée au Conseil du 12 mai. La COFIN demande à recevoir une réponse en copie avant la séance de validation des comptes le 23 juin.                                                                                                                                                                                  |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif 2015.24.4300 - AV.DU CHABLAIS, MANDATAIRES, ETUDES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Question 6.15</b> | Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ce préavis qui date de 2015 est dans cet état-là, c'est-à-dire avec quelques dépenses (moins de 15% du budget accordé), dont une partie amorties ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Réponse municipalité | Le préavis de 2015 prévoyait un crédit d'étude pour un projet de réaménagement de cette avenue. Le projet n'a toutefois jamais vraiment été lancé avant 2021 et une étude de faisabilité commune entre Prilly et Lausanne.<br>Comme vous le verrez dans le rapport de gestion, le projet a été relancé en 2024 avec des discussions nourries avec Lausanne et la signature d'une convention pour les étapes suivantes. Toutefois en raison d'un manque d'effectif, aucune mesure concrète (et donc facturable) n'a encore été entreprise |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif 2022.3100.01 - JARDINS FAMILIAUX - MODERNISATION, PRE-ETUDE, A469</b>                                                                                                           |
| <b>Question 6.16</b> | Le préavis y relatif ayant été refusé par le Conseil communal, pourquoi les dépenses de cette pré-étude n'ont pas été passées en charge sur l'exercice 2024, conformément au vœu n°5 de la COFIN annoncé lors du budget 2025 ?                           |
| Réponse municipalité | Les vœux de la Cofin inhérents aux budgets version nos 1 et nos 2 n'ont pas encore été traités par la Municipalité, faute de temps ; la réalisation du budget version 2 puis le bouclage des présents comptes dans la foulée ont été jugés prioritaires. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                        |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif 2017.13.4200 - CONSTRUCTION PIC</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Question 6.17</b> | Nous constatons que ce préavis présente des dépenses de 1'088'795.43 pour la ville de Prilly et des amortissements passés pour 1'136'000.- alors qu'il y avait un montant initial du préavis de 2'058'100.-<br>La ligne présente un solde à amortir négatif de 47'505.-<br>Pouvez-vous nous donner l'état de situation de ce préavis ?                                                                                                             |
| Réponse municipalité | Tous les mouvements de compte ont été transmis, nous nous tenons à disposition pour des questions complémentaires. Toutefois en préambule il faut souligner que les demandes de crédit sont toujours brutes, donc sans prendre en compte les subventions, alors que cet objet a été largement subventionné. Le projet n'est pas encore totalement finalisé car le dernier accès au quai 3 devait être finalisé après la construction Malley Phare. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                      |                                                                                                                                                                |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 23 – STEP de Vidy</b>                                                                                                                              |
| <b>Question 6.18</b> | Pourquoi est-il fait mention de TVA dans le tableau p85 alors qu'il nous est facturé un montant HT ?                                                           |
| Réponse municipalité | Le domaine de l'épuration est soumis TVA. La participation à la Step est facturée TTC avec récupération de l'impôt préalable par la Ville, au fur et à mesure. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                              |

|                      |                                                                                   |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 23 – STEP de Vidy</b>                                                 |
| <b>Question 6.19</b> | Où sont comptabilisés les 1'862,- de correctif de comptes indiqués à la page 86 ? |
| Réponse municipalité | Il a été ajouté au décompte 2024 facturé le 20.3.2025.                            |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                 |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Chapitre 23 – STEP de Vidy</b>                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Question 6.20</b> | Est-ce que la surface imputable de Prilly évolue avec les mises en séparatif effectuées sur Prilly ?                                                                                                                                                                |
| Réponse municipalité | Pas pour le moment, puisque les eaux claires continuent à être acheminées à la STEP. Toutefois, lors de la mise en service de la Galerie de Broye, toutes les mises en séparatifs seront « activées » et nos surfaces imputables chuteront drastiquement d'un coup. |
| Commentaire COFIN    | La COFIN remercie pour la réponse                                                                                                                                                                                                                                   |

|                      |                                                                              |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Toutes les sections<br/>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>     |
| <b>Question 6.21</b> | Pouvez-vous nous fournir le détail de ces comptes pour toutes les sections ? |
| Réponse municipalité | Annexe 6.21                                                                  |
| Commentaire COFIN    | La Municipalité va nous donner le détail Excel                               |

|                      |                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Toutes les sections<br/>Conventions de départ</b>                                                                                                                                                     |
| <b>Question 6.22</b> | Des conventions de départ ont-elles été conclues et le cas échéant, où ont été comptabilisés les frais y relatifs ?                                                                                      |
| Réponse municipalité | Les frais engendrés lors des conventions de départ sont imputés dans les sections de frais liés à la personne partie, à l'exception des honoraires d'avocat, qui sont comptabilisés dans les comptes RH. |
| Commentaire COFIN    | Des conventions de départ ont été établies avec certains employés et cela permet de libérer le poste pour démarrer le remplacement plus rapidement.                                                      |

|                      |                                                                                                                                                                                |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>     | <b>Toutes les sections<br/>Projet « efficience »</b>                                                                                                                           |
| <b>Question 6.23</b> | Des frais ont-ils encore été comptabilisés en 2024 sur le projet « efficience » ? Si oui, où sont-ils comptabilisés ?<br>Quels sont les frais totaux engendrés par ce projet ? |
| Réponse municipalité | Le projet efficience était dans les comptes 2023.                                                                                                                              |
| Commentaire COFIN    | La COFIN prend acte de la réponse                                                                                                                                              |

---

**COFIN – Etats financiers 2024**  
**Questions complémentaires – 2<sup>e</sup> round**

---

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>Chapitre 18 – Tableau des investissements du patrimoine administratif</b><br><b>2024.20.1710 - PISCINE FDL, TRAVAUX MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.1740 - REST. PISCINE FDL, TRAVAUX DE MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.3500 - BAT. LOCATIFS, TRAVAUX DE MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.3520 - EDICULES PUB., TRAVAUX MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b><br><b>2024.20.5800 - TEMPLES, TRAVAUX MENUE IMPORTANCE, CREDIT-CADRE</b> |
| <b>Question 6.11</b>         | Que représentent ces lignes par rapport au préavis 20.2024 sur les travaux de menuiserie voté fin 2024 ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Réponse municipalité         | Le crédit global voté a été ventilé en sous-limites internes (ndlr : lors de l'édition du document 18. Tableau des invest., toutes les sous-limites n'étaient pas encore ouvertes).                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Commentaire COFIN            | La COFIN demande de recevoir la liste complète à jour.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Document remis à la Cofin le 23.5.2025                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour le document                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                              |                                                                                |
|------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>Toutes les sections</b><br><b>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b> |
| <b>Question 6.21</b>         | Pouvez-vous nous fournir le détail de ces comptes pour toutes les sections ?   |
| Réponse municipalité         | Annexe 6.21                                                                    |
| Commentaire COFIN            | La COFIN demande de recevoir la liste détaillée sous format excel              |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Document remis à la Cofin le 23.5.2025.                                        |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour le document qu'elle a analysé en détail                 |

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>3091.000 FRAIS DE FORMATION</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Question 1.4</b>          | Pouvons-nous avoir un détail de ce compte ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Réponse municipalité         | En raison du caractère sensible de ces informations, nous ne sommes pas en mesure de vous les fournir. En outre, le travail demandé pour le détail de la formation 2024 pour chacune et chacun des collaborateurs et collaboratrices est trop conséquent. Les priorités du service RH, rappelons-le sans cheffe de service depuis le 25 septembre 2024 jusqu'au 1er septembre 2025, sont le travail quotidien lié aux engagements et autres sujets urgents en relation avec l'ensemble du personnel (Exemples : formation IAS pour un montant de CHF 1'900.- / formation AvantAge pour un montant de CHF 650.- / formation Thème de l'Inclusion pour un montant de CHF 500.-). |
| Commentaire COFIN            | La COFIN demande de recevoir la liste anonymisée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Voir annexe 1.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour le document qu'elle a analysé en détail                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                              |                                                                                                                                                     |
|------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>3093.000 SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL</b>                                                                       |
| <b>Question 1.6</b>          | Pouvez-vous nous donner le détail de ce qui est comptabilisé dans ce compte ?                                                                       |
| Réponse municipalité         | En raison du caractère sensible de ces informations, nous ne sommes pas en mesure de vous les fournir (exemples : vaccins, chaussures de sécurité). |
| Commentaire COFIN            | La COFIN demande de recevoir la liste anonymisée                                                                                                    |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Voir annexe 1.6                                                                                                                                     |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour le document qu'elle a analysé en détail                                                                                      |

|                              |                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>1100 ADMINISTRATION GENERALE<br/>3099.000 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL</b>                                                                                                                                       |
| <b>Question 1.7</b>          | Pouvez-vous nous fournir le détail de ce compte ?<br>Pourquoi les frais d'avocats et de coaching ne sont pas comptabilisés dans les honoraires ?                                                                   |
| Réponse municipalité         | Actuellement nous n'avons pas de compte honoraire en lien avec les RH. En qui concerne le détail de compte. En raison du caractère sensible de ces informations, nous ne sommes pas en mesure de vous les fournir. |
| Commentaire COFIN            | La COFIN demande de recevoir la liste anonymisée                                                                                                                                                                   |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Voir annexe 1.7                                                                                                                                                                                                    |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour le document qu'elle a analysé en détail                                                                                                                                                     |

|                              |                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>1740 RESTAURANT DE LA PISCINE DE LA FLEUR-DE-LYS</b>                                                                                                                                                                                     |
| <b>Question 2.6</b>          | Les dettes de l'exploitant précédent ont-elles toutes été remboursées ?                                                                                                                                                                     |
| Réponse municipalité         | Non, les poursuites introduites ont été frappées d'opposition ; les demandes de mainlevées ont été envoyées                                                                                                                                 |
| Commentaire COFIN            | La COFIN demande de recevoir le montant correspondant aux postes encore ouverts                                                                                                                                                             |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Information remise à la Cofin le 23.5.2025                                                                                                                                                                                                  |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour l'information.<br>La COFIN regrette qu'il y ait beaucoup de frais autour de ce changement d'exploitant. Selon les montants qui devraient encore être récupérés, cela représenterait un coût de 4 à 8 mois de loyers. |

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>1510 CULTURE ET INTEGRATION<br/>3185.000 HONORAIRES ET FRAIS D'EXPERTISES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Question 3.1</b>          | Le commentaire suscite des remarques de la part de la COFIN lorsque l'on fait la comparaison au budget 2024<br>Le budget prévoyait 65k d'honoraires avec 10k de participation de tiers et dans les comptes, il y a 74.7k de charges et une participation de tiers 6k. Pouvez-vous expliquer ces différences ?                                                      |
| Réponse municipalité         | Le budget prévoyait 65k d'honoraires avec une participation cantonale de 30k et une participation de tiers de 10k. La participation cantonale a été de 28.1k et la participation de tiers 6,142k. Pour 2025 les frais d'honoraires ont été ajusté à 80k ce qui correspond aux projets qui ont été développés en 2024. Ceux-ci sont maintenus et améliorés en 2025. |
| Commentaire COFIN            | La différence n'est pas expliquée dans ce commentaire, c'est un simple constat. La COFIN demande une explication complémentaire.                                                                                                                                                                                                                                   |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | En 2024, plusieurs projets culturels (1er août, festival court métrages, menus mélangés, etc.) ont eu des coûts plus importants que budgétés. Pour 2025, les frais d'honoraires ont été ajustés à 80k et ne seront pas dépassés                                                                                                                                    |
| Commentaire COFIN            | La COFIN remercie pour l'information                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence</b>             | <b>5800 TEMPLES ET CULTES<br/>4525.003 PARTICIPATION DE JOUXTENS-MEZERY</b>                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Question 4.4</b>          | Pourquoi n'a-t-on pas facturé la participation budgétée ?                                                                                                                                                                                                                          |
| Réponse municipalité         | De mémoire de l'ERP Abacus, aucune facture n'a été établie depuis 2019 au moins. Budget erroné et sera corrigé pour 2026.                                                                                                                                                          |
| Commentaire COFIN            | La COFIN ne comprend pas pourquoi cette participation qui est budgétée depuis 2024 n'a pas été facturée et souhaite recevoir une explication.                                                                                                                                      |
| Réponse 2 <sup>e</sup> round | Cette facturation, effectuée au crédit du compte 4522.000-5800, a été oubliée en 2024. La convention y relative n'a pas été retrouvée. Sur l'exercice 2025, une facturation rétroactive pour l'année 2024 sera effectuée avec ajout à la liste annuelle des tâches de facturation. |
| Commentaire COFIN            | La COFIN prend acte de la réponse.                                                                                                                                                                                                                                                 |